



**AU CŒUR
DES ENJEUX
DE SOCIÉTÉ**



**TERRITOIRES
ZÉRO CHÔMEUR
DE LONGUE
DURÉE**

Construire ensemble le droit à l'emploi en Europe

29 septembre 2023

LES ACTES

SOMMAIRE

.....

1

Introduction

2

Mots d'accueil

5

Table ronde 1

La mise en oeuvre du droit à l'emploi :
où en est-on ?

18

Table ronde 2

Quelle coalition pour porter le droit à l'emploi
à l'échelle européenne ?

30

Message de Nicolas Schmit

Commissaire européen à l'emploi et aux droits
sociaux

32

Conclusion

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

Vendredi 29 septembre 2023
Construire ensemble le droit à l'emploi en Europe

Chaque année en septembre, Territoires zéro chômeur de longue durée organise son Université d'été. C'est un temps dédié pour revenir à l'essentiel : le rapport des individus au travail (édition 2020), pour s'interroger sur le projet : les interactions locales ou encore les effets externes (édition 2018), mais aussi un moment pour aborder des sujets tels que l'intégration des personnes en situation de handicap dans le monde du travail (édition 2018), le droit à l'emploi pour les personnes migrantes (édition 2019) ou encore l'articulation entre droit à l'emploi et le revenu universel (édition 2021), ou les partenaires sociaux et le droit à l'emploi (édition 2022). Autant de sujets qui font partie de l'actualité mais aussi des interrogations et du quotidien des acteurs et actrices du projet.

Cette année, et à quelques mois des élections européennes, l'édition 2023 de l'Université d'été TZCLD dépasse les frontières françaises et se penche sur le thème "Construire ensemble le droit à l'emploi en Europe".

Vendredi 29 septembre, plus de 400 personnes se sont connectées au live Zoom.

Cette Université d'été 2023 était animée par Sophie Massieu, journaliste.

MOTS D'ACCUEIL

Sophie Massieu - Animatrice

Bienvenue à tous, nous sommes ensemble jusqu'à 16h. Ce sont les Universités d'été de Territoires zéro chômeurs de longue durée. De Belgique, d'Italie, de Grande-Bretagne... les intervenants du jour participent depuis de nombreux pays et depuis de nombreuses institutions européennes. Voilà pourquoi nous sommes en ligne et nous sommes réunis aujourd'hui pour évoquer la question du droit à l'emploi à l'échelle européenne.

Ici et là, les initiatives se multiplient et à moins d'un an des élections européennes, porter cette question au cœur du débat public est un enjeu d'importance.

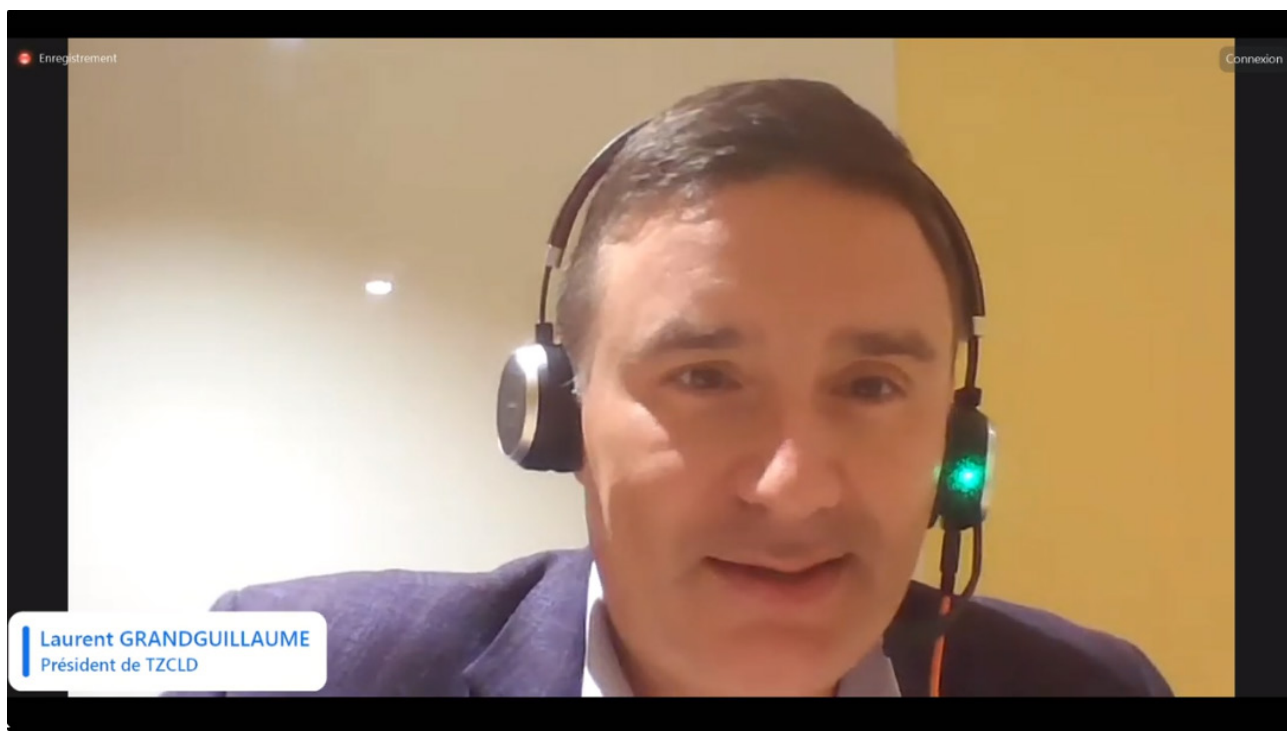
Je m'appelle Sophie Massieu, je suis journaliste française, je vais vous accompagner tout au long de cet après-midi. Vous pourrez, à l'issue de chaque table ronde, il y en aura deux, interroger les participants au moyen du chat et puis je les relayerai oralement.

Mais d'abord le plus important maintenant, passons au temps des débats. Pour ouvrir cette demi-journée je vais céder la parole à Laurent Grandguillaume, Président en France de Territoires zéro chômeur de longue durée. Bonjour Laurent, c'est à vous.



Laurent Grandguillaume - Président de Territoires zéro chômeur de longue durée

Bonjour Sophie et puis bienvenue à tous ceux qui nous rejoignent en ce moment et qui sont en train de cliquer pour se connecter. Je salue tous les intervenants qui ont accepté gentiment de libérer de leur temps pour pouvoir être disponibles en ce début d'après-midi. Je vois aussi que Monsieur De Schutter nous a rejoins, je le salue également.



Je suis très heureux d'ouvrir cette Université d'été, qui a habituellement lieu en présentiel, mais nous souhaitons vraiment pouvoir réserver un temps de qualité à nos amis européens, pour qu'ils puissent intervenir dans ce cadre, car nous sommes européens. Nous sommes des citoyens européens nous nous mobilisons pour une expérimentation qui certes se déroule en France, qui a pu inspirer d'autres projets, qui d'ailleurs le font à leur façon, avec leur propre culture avec leur propre histoire et je trouve que c'est la richesse aussi de ce projet, de pouvoir, ensemble dans notre diversité, être réunis pour ce combat qui est celui du droit pour l'emploi, ou garantie d'emploi, ça dépend comment on l'appelle. Finalement peu importe d'ailleurs la dénomination, ce qui est important c'est de s'adresser aux personnes qui sont durablement privées d'emploi. En Europe, elles sont plus de 5 millions. En France aussi on est touché, bien sûr, par cette question. Malgré l'affichage parfois d'une tendance vers le plein emploi, en réalité ce sont toujours les mêmes personnes qui sont au bord du chemin. Et donc l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée en France rassemble 58 territoires habilités, qui se sont lancés et qui embauchent des personnes, qui étaient en moyenne au chômage depuis 5 ans. Même si la règle c'est au chômage depuis plus d'un an, la réalité c'est que les personnes qui s'adressent à nous sont en moyenne au chômage depuis plus de 5 ans, en situation de handicap pour 25 % et avec de nombreuses difficultés qu'elles ont pu rencontrer dans leur parcours. La réussite c'est que nous avons des exemples de territoires où nous avons réussi à apporter une solution et à construire une solution avec les personnes, pour tous ceux qui étaient en privation durable d'emploi. Ça c'est une vraie réussite, c'est là qu'on continue d'ailleurs, dans ces territoires, à toujours rechercher de l'exhaustivité en faisant du porte à porte, en allant au devant des personnes pour les identifier, car pour une part elles ne sont pas dans les statistiques nationales. On regrette dans ce contexte de ne pas avoir plus de soutien, puisqu'en France ce qui se passe c'est que le gouvernement a baissé la contribution qui est versée au projet à partir du 1er octobre et le budget prévu en 2024 ne permettra pas, s'il est voté dans ces conditions, de pouvoir habilitier beaucoup de territoires

qui attendent. Car s'il y a 58 territoires qui sont habilités, une centaine veut entrer dans l'expérimentation et se prépare pour le faire, donc ça c'est vraiment le combat que nous menons aujourd'hui. Il n'est pas simple, on est pragmatique dans notre action. Nous expérimentons. Nous sommes à la fois utopistes, on a un idéal, mais on agit au quotidien et parfois on se retrouve face à des logiques très descendantes finalement et ça pose la question démocratique, le projet pose la question démocratique. C'est-à-dire comment, finalement, nous travaillons tous ensemble dans une démocratie sociale où chacun a son mot à dire, chacun peut participer pour dessiner la solution qui va permettre de pouvoir favoriser l'inclusion de tous. Je suis très heureux qu'aujourd'hui on ait des intervenants de très grande qualité, des acteurs de territoire, des intellectuels, des acteurs internationaux... On est contents puisqu'on accueille en France régulièrement des délégations d'autres pays européens, mais aussi au-delà. Nous avons récemment échangé avec la Fondation du travail en Argentine, nous avons accueilli une délégation du gouvernement australien mercredi qui est intéressée par le projet dans le cadre de l'OCDE et de la Commission développement local. On sent bien que cette idée de combattre la privation durable d'emploi avec les outils dont on dispose dans nos propres territoires, dans nos propres pays, fait son chemin.

On est très heureux de vous retrouver ici avec toutes les associations en France qui soutiennent le projet (ATD Quart Monde, le Secours Catholique, la Fédération des acteurs de la solidarité, le Pacte civique, Emmaüs, l'APF France handicap, l'Agefiph, le Coorace...) je ne vais pas toutes les citer parce que, forcément, j'en oublierai une. En tout cas nous sommes pleinement mobilisés et comme je dis toujours - certains vont dire que je me répète - "nous ne gagnons que les combats que l'on mène." Et nous allons mener le combat en France pour convaincre le Gouvernement, qu'il ait un peu plus d'ambition en direction des personnes les plus pauvres et de ceux qui sont beaucoup stigmatisés dans le débat public en France comme en Europe, par des mouvements populistes ou des mouvements qui finalement considèrent que ces personnes n'en font pas assez et que seule leur responsabilité individuelle est engagée. Nous nous inscrivons aussi dans une responsabilité collective et avec les partenaires sociaux, que je salue bien sûr, la secrétaire confédérale de la Confédération européenne des syndicats qui est présente, parce que nous tenons à faire ces projets avec les partenaires sociaux, avec les acteurs du dialogue social et avec les acteurs de la démocratie sociale.

Merci en tout cas et on va écouter avec attention tous les témoignages et pouvoir ainsi progresser grâce à vos expériences.

LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT À L'EMPLOI EN EUROPE : OÙ EN EST-ON ?

- **Lukas Lehner**, Chercheur à l'Université d'Oxford pour Marienthal (Autriche)
- **Philine Edbauer**, Coordinatrice de projet pour la coalition européenne pour la garantie d'emploi
- **Andrea Ciarini**, Professeur associé de sociologie des processus économiques et du travail au Département des Sciences Sociales et Économiques de l'Université Sapienza de Rome (Italie)
- **Murielle Norro**, Chargée de projet, instance Bassin EFE de Hainaut Sud (Belgique)

Sophie Massieu

Merci beaucoup Laurent, on vous retrouve tout à l'heure pour le mot de conclusion. Avant de conclure, on va déjà débattre : premier temps de notre échange, la mise en œuvre du droit à l'emploi en Europe, où en est-on ? Nous irons donc en Belgique avec Murielle Norro, chargée de projet au sein de l'instance EFE du bassin de Hainaut Sud. Nous évoquerons aussi l'exemple autrichien avec Lukas Lehner, chercheur à l'université d'Oxford. Andrea Ciarini, professeur associé de sociologie des processus économiques et du travail au Département de sciences sociales et économiques de l'Université Sapienza de Rome évoquera l'exemple italien et Philine Edbauer, coordinatrice de projet pour la coalition européenne pour la garantie d'emploi sera là aussi pour nous apporter son éclairage à l'échelle européenne.

On va commencer avec vous Murielle Norro, si vous le voulez bien. Une expérimentation est donc lancée jusqu'en 2026 dans 17 territoires en Belgique, elle a commencé en mai dernier, est-ce que vous pouvez peut-être s'il vous plaît commencer par nous dire où vous, sur votre territoire, vous en êtes ?

Murielle Norro - Chargée de projets, instance Bassin EFE de Hainaut Sud (Wallonie - Belgique)

Alors, il faut savoir que sur le territoire du bassin Hainaut sud l'expérimentation avait démarré précédemment à l'appel à projet, à la sélection des projets, puisque depuis 2017 il y avait vraiment une volonté portée par les syndicats et reconnue au niveau de politique pour lancer des expériences. Donc nous avons deux projets sur deux micro territoires différents, un urbain et un plus rural, Farciennes et Marchienne. Où on en est ? Le comité local pour l'emploi est au travail depuis 2018. En 2019 le travail s'est accentué et maintenant que la sélection a été annoncée puisque c'est dans le cadre de l'appel à projet cofinancé par la région wallonne et le Fonds Social Européen (la sélection a été annoncée en mai 2023), les travaux peuvent s'intensifier. Les comités locaux se réunissent une à deux fois par mois plus ou moins. Il y a un certain nombre d'outils de gouvernance mais aussi d'outils pour sonder les habitants, pour sonder les demandeurs d'emploi, pour aller à leur rencontre, pour identifier les besoins du territoire qui ont été mis en place. D'autres partenaires et le secteur associatif des territoires sont également contactés. Il y a eu en tout cas à Marchienne-au-Pont le recrutement d'une animatrice de territoire et on est en cours de route pour le recrutement d'un directeur d'entreprise à but d'emploi à Farciennes, c'est aussi bien démarré à ce niveau-là. Actuellement, à Marchienne il va y avoir des modèles d'animation particuliers, notamment un sondage des habitants, de la population, par rapport aux besoins précis du territoire.

Sinon au niveau plus global, au niveau de la région wallonne, il y a déjà eu une rencontre entre porteurs

de projet. Il y a l'envie d'organiser des moments d'échange et de partage d'expérience, il y a le lancement grâce à un dispositif qui s'appelle l'ESCAP, d'un accompagnement collectif des porteurs de projets. Ils ont la possibilité également d'être suivis par des agences conseil.

Sophie Massieu

Les recrutements des personnes en recherche d'emploi sont déjà lancés au sein de votre expérience ?

Murielle Norro

À Marchienne-au-Pont, les syndicats vont effectivement les contacter ou sont déjà dans la phase de cette mobilisation là et donc ça se poursuit.

Sophie Massieu

Qui dit expérimentation, et vous avez commencé à nous le pointer, dit que peut-être l'ensemble des territoires en Wallonie ne vont pas procéder exactement de la même manière. Quelles peuvent être les différences entre un projet et un autre à l'échelle de la région ?

Murielle Norro

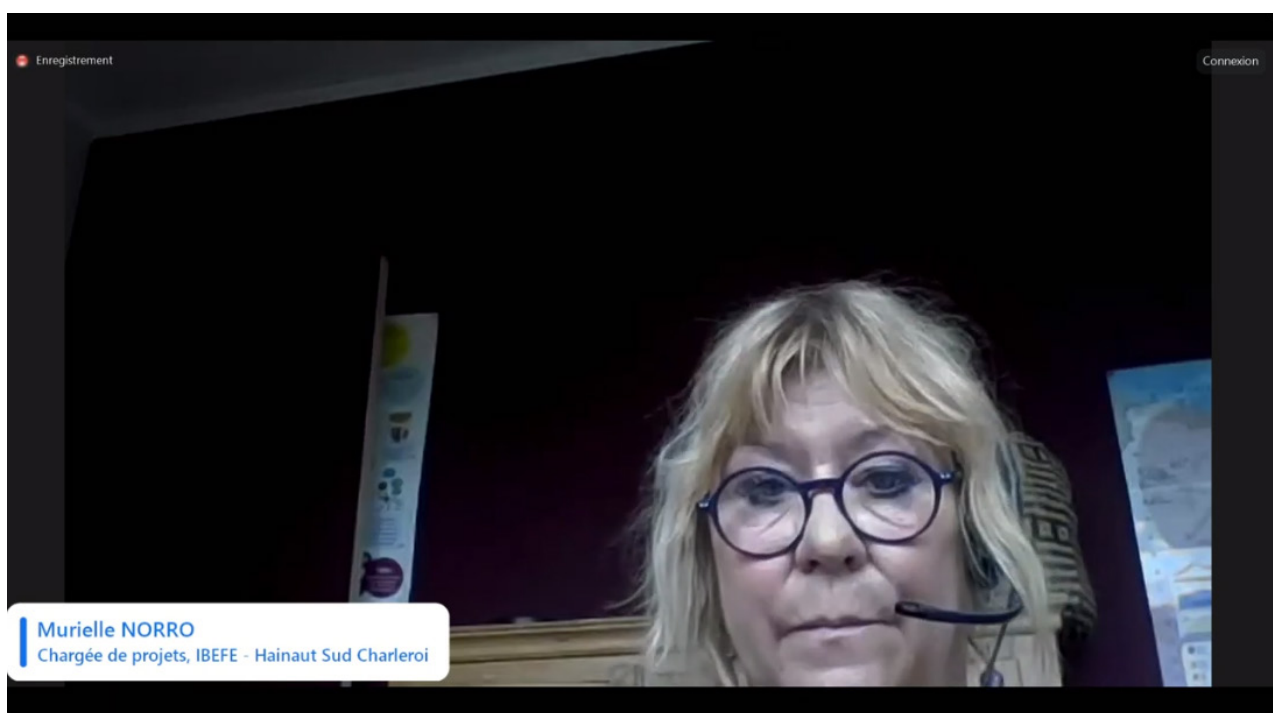
Ça je peux pas vraiment m'exprimer avec certitude, je connais plus ce qui se fait évidemment dans le bassin Hainaut Sud et aussi au Luxembourg. Je sais donc qu'il y a des projets qui se ressemblent fort, on essaie de rester au plus proche de la philosophie française dans un cadre et un contexte institutionnel différent évidemment.

Sophie Massieu

Oui, où il y a un État fédéral qui est forcément avec plus de particularités peut-être ?

Murielle Norro

Exactement, mais évidemment, je vous ai dit, on était un peu les pionniers dans le bassin Hainaut Sud et aussi au Luxembourg, donc je pense que certains projets sont plus avancés puisque les comités locaux sont vraiment au travail. D'autres projets n'ayant reçu l'annonce de leur sélection que fin mai, ils sont en train de remobiliser déjà le comité local pour recommencer tout ce travail de concertation avec les acteurs locaux dont certains chez nous. Il y a déjà l'engagement depuis le 1er août d'une animatrice de territoire, je sais qu'à Gembloux également c'est en cours, c'est presque fini je pense à Farciennes, je ne sais pas où en sont les autres.



Sophie Massieu

Chez nous en tout cas en France c'est un petit peu un sujet, les budgets qui sont accordés pour le développement de l'expérimentation. Il peut y avoir une forme de hiatus entre les volontés affichées et les enveloppes budgétaires effectivement consacrées. Est-ce que c'est une difficulté aussi pour vous, vous nous avez parlé du cofinancement, est-ce que c'est suffisant, est-ce que vous parvenez à avoir les budgets suffisants pour expérimenter ?

Murielle Norro

Disons qu'effectivement en Belgique il n'y a pas de loi d'expérimentation qui permet un financement, il n'y a pas non plus de fonds d'expérimentation. Il n'y a pas non plus la loi d'expérimentation qui crée un outil juridique particulier, donc on va aussi bricoler avec l'existant de l'économie sociale j'imagine. Peut-être que certains porteurs de projet vont partir de structures qui existent déjà et alors le cadre du financement du Fonds Social Européen entraîne certaines contraintes dans les frais éligibles, dans le fait que ce qui peut être subventionné ne l'est qu'à l'embauche de la personne durablement privée d'emploi. Donc tout le travail en amont c'est plus compliqué de le faire reconnaître aussi et puis il y a beaucoup de retard, parce que normalement on avait 6 ans, là on est en 2023, et évidemment les budgets ne peuvent pas être portés d'une année à l'autre ce qui veut dire qu'il faut faire un peu autrement, il faut bricoler.

Sophie Massieu

Et ce bricolage, et ce qui ne sera pas du bricolage, est observé ? Vous menez en parallèle à votre action une recherche, une recherche action justement ?

Murielle Norro

Disons que nous avons la volonté effectivement d'inclure des acteurs. Vous voulez dire une recherche action...

Sophie Massieu

Vous travaillez avec des chercheurs universitaires ?

Murielle Norro

Exactement, qui accompagnent le processus. Et donc, notamment grâce à la mise en œuvre de cet accompagnement collectif, il y a la possibilité de créer ce moment, qui est plutôt un moment de partage sur les pratiques méthodologiques pour la mise en œuvre du projet. On n'en est pas encore à une analyse, notamment du financement. Et je pense qu'à ce niveau-là, cela relèvera plutôt du FSE et du SPW, les services publics wallons.

Sophie Massieu

N'hésitez pas à réintervenir, on va continuer merci beaucoup. On va poursuivre notre petit tour d'Europe mais on aura aussi un temps d'échange possible entre vous les uns et les autres en fonction des réactions, de ce que vous aurez envie d'apporter à ce qui sera dit.

On va partir en Autriche avec vous Lukas Lehner. Donc une expérience est à l'œuvre à Marienthal, je vais vous poser un petit peu la même question qu'à Murielle pour commencer : où en est-on à Marienthal, en Autriche, en matière d'expérimentation de ce droit à l'emploi des personnes qui en sont privées durablement ?

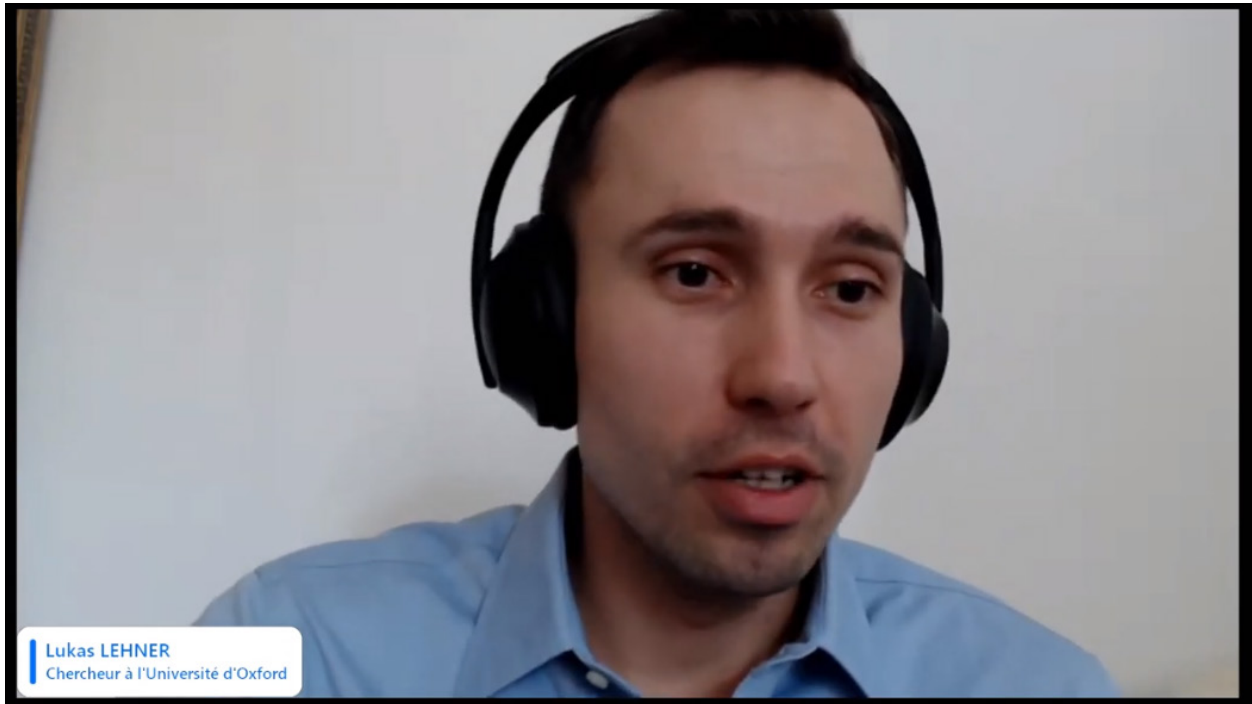
Lukas Lehner - Chercheur à l'université d'Oxford

Merci Sophie. Nous avons l'expérience de quelques chercheurs d'emploi, même s'il n'avaient pas participé de la manière la plus efficace possible au programme d'accompagnement, tel que la recherche d'emploi. Mais pour un certain nombre de chercheurs d'emploi, on ne peut pas créer de l'emploi et c'est un problème pour eux d'avoir toujours participé à ces programmes où ils doivent demander de l'emploi. Le projet avait commencé avec un entrepreneur, Sven Hergovich, qui travaillait dans les services sociaux à l'époque et qui voulait lancer un tel projet. Il avait, avec d'autres partenaires, créé la notion d'une garantie d'emploi à Marienthal et avec des chercheurs à l'université, nous avons conçu le programme.

Il y avait trois caractéristiques propres à ce projet : d'abord la participation volontaire, on peut choisir ou non si on voulait participer, et on peut décider si on veut continuer à recevoir des allocations. Deuxièmement il fallait accepter de recevoir un véritable salaire en tant que tel, et troisièmement il fallait accepter un emploi ayant un sens, meaningful, en anglais, c'est-à-dire ayant un sens pour la personne, pour l'individu, mais aussi pour la société en tant que telle, de façon à créer des effets positifs pour la société dans son ensemble car le but ici ce n'est pas juste de boucher des trous mais c'est de créer un ensemble qui soit utile pour la société.

Sophie Massieu

Et vous menez pour poursuivre ce projet au fil de l'eau une recherche pour les accompagner et pour montrer cette efficacité ?



Lukas Lehner

Tout à fait. Depuis deux ans, nous avons évalué le projet selon trois indicateurs. D'abord, quel est le bien-être économique et social des individus ? Deuxièmement, si les effets sont de longue durée. Et troisièmement, est-ce que les résultats sont proportionnels aux attentes et est-ce qu'il y a des effets positifs qui vont vers d'autres personnes bénéficiant de ces effets ? Car, si c'est le cas, ça peut améliorer la société en tant que telle, améliorer en quelque sorte la masse critique de la société. Et puis, à travers ce programme, les personnes bénéficient d'une plus grande stabilité psychosociale. Et le fait d'apprendre dans une société vous donne un bien-être personnel. Mais le fait de recevoir un nouvel emploi n'a pas simplement un effet à court terme. Les effets durent plus longtemps et les gens sont davantage intégrés. Et troisièmement, nous avons trouvé que les effets du programme ont créé d'autres emplois supplémentaires. Et ça, c'est important. Les emplois créés vont détruire des emplois existants et ça c'est un indicateur que nous devons mesurer. Mais nous avons créé des emplois qui ont en quelque sorte éliminé le chômage à long terme dans certaines localités.

Sophie Massieu

Est-ce que ces résultats positifs suffisent à convaincre les pouvoirs publics en place de l'intérêt de poursuivre ? Vous me disiez, lorsqu'on a échangé en amont, qu'il y avait pas mal de débats autour de cette question en Autriche, autour de cette question de la garantie d'emploi.

Lukas Lehner

Oui, il y a beaucoup de projets. On parle de ce projet en Autriche, mais aussi au niveau européen, parce que nous avons négocié une durée de ce projet et on va continuer à évaluer le projet pour voir si sa mise en œuvre sur de nombreuses régions, mais aussi dans des environnements ruraux ou urbains, a des résultats différents. Nous sommes intéressés à échanger avec d'autres pays au niveau européen mais aussi au niveau international. Nous avons des intervenants qui sont ici, il y a entre autres Nicolas Schmit, qu'on va entendre un peu plus tard, qui m'a beaucoup aidé sur ce projet. D'une certaine façon, l'expérience autrichienne est relativement petite, mais elle a pour objet de bien évaluer l'impact qui peut bénéficier à des communautés plus larges sur ce thème. Et c'est pourquoi je pense qu'il est très intéressant de pouvoir échanger. Et nous avons appris aussi beaucoup d'autres projets et nous allons continuer ces échanges.

Sophie Massieu

En fait, vous pensez que l'exemple autrichien peut donner, j'allais dire, du grain à moudre, pour mener des expérimentations dans des pays qui ne se seraient pas encore lancés ? C'est-à-dire-que, à l'image de Territoires zéro chômeur de longue durée, l'exemple français qui a pu alimenter ici et là des exemples, on va le voir tout à l'heure avec l'Italie, vous pensez que l'exemple autrichien et l'étude qualitative que vous menez à son propos pourraient contribuer à mobiliser des pays qui ne se sont pas encore lancés dans l'aventure ?

Lukas Lehner

Oui, je le pense en effet, parce que certains pays pourront apprendre de notre expérience autrichienne, mais aussi ils pourront voir quel est le type d'emplois qu'ils peuvent créer. Parce que, comme on a dit, l'important c'est de créer des emplois qui ont un sens par rapport au territoire. Alors donc, l'expérience autrichienne ? Je vous ai parlé de cet engagement des participants, mais aussi, cela s'appuie sur les besoins des communautés locales. Donc on va par exemple créer des emplois dans des jardins d'enfants, dans des écoles pour gérer des équipements, dans des services psychologiques pour des enfants. Il y a des aspects d'emploi qui peuvent être ouverts à ces travailleurs bénéficiant de la garantie emploi. Ça peut aussi être : planter des légumes dans des jardins partagés gratuits pour des résidents, recycler des meubles, faire du travail de charpentier. Mais une fois encore, il faut qu'il y ait des contributions et des bénéfices sociaux et environnementaux.

Sophie Massieu

C'est ça. Avantages économiques, mais aussi bénéfices plus larges pour la société. Donc il faut du lien social et du faire ensemble, finalement. Merci beaucoup. On va partir en Italie avec vous, Andrea Ciarini. Venons-en donc à la botte italienne, où Territoires zéro chômeur de longue durée a inspiré un petit peu le modèle. Il y a des ressemblances que je vais vous demander de nous présenter. Et puis, dans un deuxième temps, vous me voyez venir, je vous demanderai quelles sont les différences. Mais quels sont les points communs, finalement, entre l'expérience italienne et l'expérience française ?

Andrea Ciarini - Professeur associé de sociologie des processus économiques et du travail au Département de sciences sociales et économiques de l'Université Sapienza de Rome

Merci beaucoup. Comme je l'ai dit, je vais m'exprimer en anglais ici. Mais tout d'abord, je souhaite remercier tous les organisateurs, Laurent Grandguillaume, tout le monde chez Territoires zéro chômeur de longue durée. Merci beaucoup de l'invitation.

Notre projet s'appelle *Territori a disoccupazione zero*, qui s'est inspiré de votre expérience à la fois en termes d'objectifs généraux, mais aussi de méthodologie. Notre projet s'appelle bien Territoires "zéro chômage", c'est en fait un nouveau programme, basé sur l'économie sociale, et qui dépend des investissements de régénération régionale. À Rome, il y a deux zones qui sont les zones les plus pauvres autour de la grande banlieue et qui ont un taux d'emploi mais aussi un taux très bas d'activité. Il faut également dire que cela fait partie de ces projets de régénération urbaine que le gouvernement italien a pour idée de réduire, même si ces projets ont été soumis à la Commission européenne, alors, bien sûr, vous pensez bien que, de mon point de vue, c'est une très mauvaise décision parce que tant qu'il s'agit de rénover ces espaces

urbains, mais aussi renforcer la cohésion sociale, l'innovation sociale et lutter contre la pauvreté et créer de l'emploi. Donc c'est ce que nous faisons, c'est ce sur quoi nous travaillons, et en dépit de ces annonces, notre projet avance et je peux partager avec vous la manière dont nous travaillons avec la municipalité de Rome, que je souhaite vraiment remercier pour son soutien ces derniers mois.

Sophie Massieu

Allez-y, je vous en prie, expliquez-nous comment vous travaillez avec la municipalité.

Andrea Ciarini



Je pense que, ce qui distingue notre projet, le projet italien, c'est non seulement le contexte, mais aussi que notre projet pilote territorial est guidé par les principes de co-design, co-conception. Donc cela permet de comprendre comment on va obtenir des résultats. Il faut comprendre que la nouvelle loi qui est sortie en 2019 permet aux organisations du troisième secteur de concevoir avec les administrations locales des services qui peuvent être gérés et mis en œuvre par ces organisations.

Et donc, ça, c'est un point qui est très important, parce que ce principe reconnaît expressément par EuroForm sur l'idée de co-conception, co-projet, apporte des alternatives aux projets traditionnels qui, souvent, avaient pour conséquence des emplois peu payés. Et donc ce principe offre l'opportunité aux administrations locales, mais aussi au tiers secteur, aux économies, aux entreprises de l'économie sociale et solidaire, elle leur donne des ressources pour mettre en œuvre des services qui soient co-conçus. Et l'idée est de créer des emplois nouveaux. Donc nous travaillons ensemble. A Rome actuellement, nous avons plusieurs thématiques dans ces deux quartiers de la Monaca et Corviale. Nous travaillons sur des axes de culture, services sociaux par exemple, et nous co-concevons, avec ces acteurs publics, des stratégies territoriales pour créer de nouveaux emplois, de nouveaux types d'entreprises sociales pour faire coïncider des besoins aussi.

Concernant le financement national... Il y a un financement européen qui va venir cofinancer ce projet et ce sera une étape énorme pour nous aider à faire avancer ce projet et à faire que ces entreprises sociales puissent s'engager dans le long terme, soient viables à long terme. Donc il faut promouvoir des projets qui permettent aux personnes d'échapper aux pièges de l'emploi peu rémunéré.

Alors, on ne peut pas faire les mêmes choses en France qu'en Italie. Mais ce qu'on voit, c'est qu'on rentre dans le large aussi, dans des services locaux, des services de soins à la personne. Ce sont des emplois qui sont souvent très mal payés sur le marché de l'emploi, même si ce sont des fonctions essentielles. Ils sont cruciaux pour la cohésion sociale.

Mais, bien souvent, il n'y a que la productivité économique qui est prise en compte. Donc lorsqu'on parle de garantie d'emploi, il faut regarder non seulement les dires, les approches du marché libéral, mais les valeurs sociales associées au travail. Donc comment est-ce qu'on mesure, comment on compense le travail, pas seulement selon le critère de performance économique, mais du lien social qui est généré par ces emplois. Donc il faut reconnaître l'impact social, reconnaître que ce sont des emplois essentiels, qu'ils jouent un rôle dans l'inclusion sociale.

Sophie Massieu

Dès lors qu'il y a cette dimension sociale, comment ce droit à l'emploi en Italie se définit-il ? Ce n'est pas seulement une dimension économique ?

Andrea Ciarini

Oui, c'est un point crucial pour définir les politiques. Quels types d'emplois souhaitons-nous inclure dans l'économie sociale ? Ces types de projets sont une alternative aux politiques classiques de marché. Souvent, on ne va pas prendre en compte les caractéristiques spécifiques du territoire et donc, là, c'est l'un des points importants où nous arrivons... Et souvent, au niveau local, on va financer des stages en entreprise, mais qui ne vont rien changer. Alors, on ne crée pas d'emplois en Italie parce qu'on n'a pas suffisamment d'investissements au niveau de la demande. Souvent, dans des régions, des territoires marqués par un manque persistant de prise en compte, d'équilibrage entre les besoins, l'offre et la demande. Donc il ne suffit pas juste de donner des primes à l'emploi ou à des start-ups. Ce qu'il faut, c'est promouvoir la création de nouveaux emplois, ensuite, créer les outils en termes de formation, donner les aides sur les emplois dont on a besoin, et tout cela doit partir d'une très large analyse de l'économie locale. Et après, il faut donner aux acteurs sociaux les outils pour qu'ils puissent créer cette nouvelle demande territoriale.

Sophie Massieu

En fait, j'ai le sentiment, en vous écoutant, d'une définition universelle de ce droit à l'emploi qui doit correspondre à des emplois qui ont du sens, des emplois correctement rémunérés, etc., et qui s'inscrivent, donc ça, c'est la partie définition universelle, et qui s'inscrivent le plus possible dans des projets d'un territoire et qui, finalement, gardent leur spécificité au plus près du territoire national et même régional dans lequel ils s'inscrivent, voire citoyens pour ce qui était de la ville de Rome.

C'est un peu compliqué, j'imagine, parfois, de conjuguer cet universel et ce singulier.

Philine Edbauer, depuis plus d'un an, vous créez des ponts, finalement, des liens entre les différentes initiatives européennes. Est-ce que vous pouvez nous expliquer pourquoi ? Et puis on verra ensuite comment mais, déjà pourquoi est-ce qu'il est nécessaire finalement de permettre aux projets européens de se parler entre eux ? Quel est l'objectif au bout du bout ? Est-ce que c'est de créer un modèle européen un petit peu généralisable ? Pourquoi cette nécessité de faire des ponts, comment vous pouvez les réaliser ?

Philine Edbauer - Coordinatrice de projet pour la coalition européenne pour la garantie d'emploi

On ne cherche pas une solution uniforme selon laquelle chaque modèle de garantie emploi serait le même, mais nous sommes une plateforme qui permet de reconnaître et d'engager l'échange entre les acteurs locaux, les différents acteurs de la société, les administrations, les politiques, pour mettre en évidence les meilleures pratiques et informer les uns et les autres de ce qui se passe. Parce qu'en fait, jusqu'à présent, il y a très peu d'échanges, et chacun communiquait dans sa propre langue, en français, en polonais, en allemand, et avait même des fois des noms différents pour parler d'un même modèle théorique. Et puis, soudain, on se rend compte que, tiens, il y avait déjà un projet qui existe avec 1000 participants, par exemple à Berlin, qui s'appelle Solidary Basic, un revenu de solidarité basique, qui est connu sous d'autres noms, qui existe aussi dans d'autres pays.

Donc ce que nous faisons, c'est que la plateforme apporte son soutien aussi en proposant des ressources pour la recherche, fournir davantage de connaissances pour les différents participants de notre étude en ligne, mais aussi on fait des interviews qualitatives qui, d'un côté, vont permettre d'éclairer les thèmes, apporter des arguments et permettre de discuter, et qui vont garantir des modèles de garantie emploi

dans certaines régions. Et donc les exemples locaux sont, bien sûr, intéressants, mais ils peuvent aussi être source de discussions dans des lieux où il n'y a pas tant de connaissances.

Sophie Massieu

Et vous avez publié les premiers résultats de cette étude. Qu'est-ce qu'il en ressort ?

Philine Edbauer

Il y a trois semaines. C'est disponible en ligne sur notre site Web. Vous pouvez télécharger ça gratuitement et ça vous donne des aperçus de ce projet et les résultats préliminaires.

L'une des choses qu'on a trouvées, c'était quand on avait fait de la recherche, en tant qu'organisme de terrain, et puis nous avons des bénévoles aussi, nous sommes des bénévoles forcément. Donc nous sommes un petit peu de gauche aussi, ça, c'est la toile de fond de notre organisation.

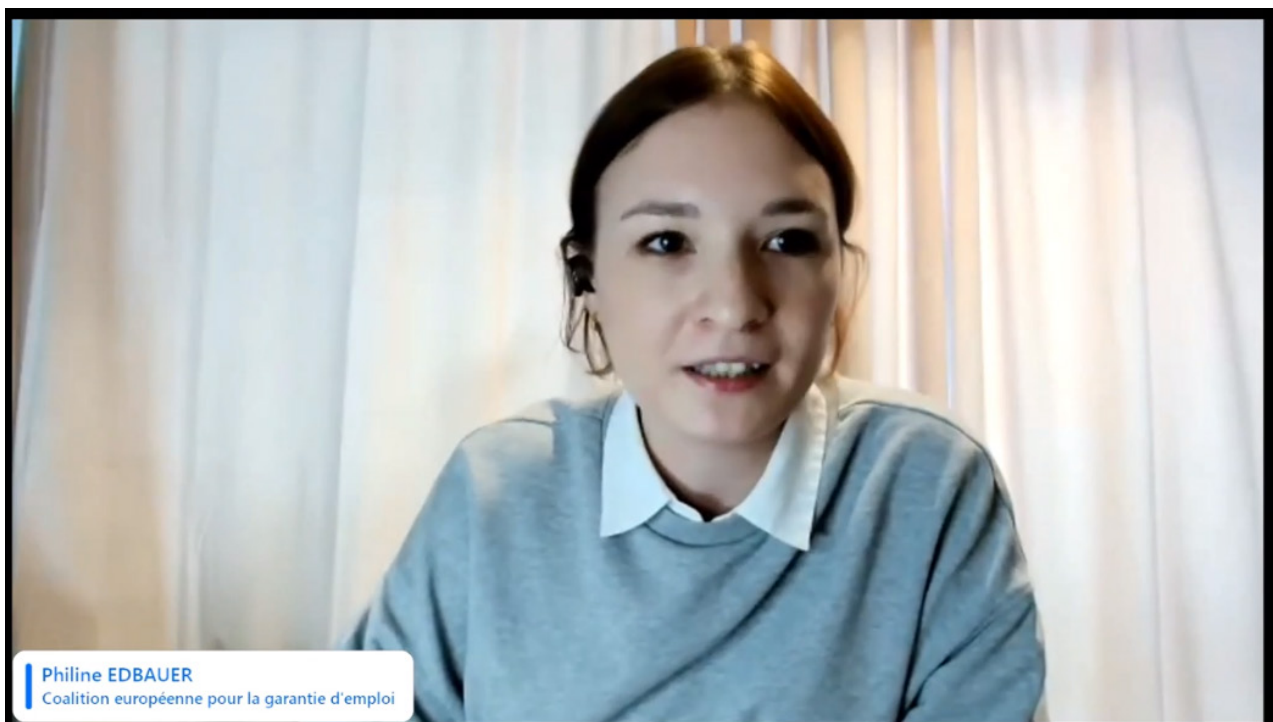
Donc on a eu beaucoup de discussions sur le marché du travail et sur les transitions sociales aussi.

Et puis, peut-être depuis quelques années, les gens étaient moins susceptibles de parler du marché de travail, mais on a considéré que ce n'était pas une piste à suivre et donc il fallait en parler.

Et il faut parler du marché du travail, du point de vue économique en fait, pour trouver des solutions, et on a trouvé ça dans le questionnaire en ligne, le sondage en ligne où on a inclus des questions sur cela, et les gens prenaient du temps pour répondre à cette question et pour relater leurs expériences. Ils nous disaient ce qu'eux considéraient comme facteur important, et nous avons pu intégrer cette information. Ce qui ressortait, c'était une fin de reconstruction, et les gens exprimaient beaucoup d'expériences. Et puis nous avons présenté le concept de garantie de l'emploi, et en tant que facteur de qualité dans la société.

Et c'est une idée qui a été très bien reçue, avec beaucoup d'intérêt.

Les gens nous disaient que ce ne serait pas coercitif comme idée et que, donc, ils trouvaient que, ça, c'était un facteur dont il fallait tenir compte.



Sophie Massieu

Est-ce que vous avez remarqué des grandes familles de façons de procéder en Europe, selon qu'on est un pays latin, pas un pays latin ? Parce que, très souvent, sur d'autres sujets, on oppose le modèle scandinave, le modèle latin. Même si vous n'avez pas quinze ans de retour d'expérience derrière vous, est-ce que vous avez repéré des particularités ?

Philine Edbauer

Je ne sais pas si j'ai bien compris votre question, mais c'est vrai qu'il y a des tendances en Europe. Les approches diffèrent d'un pays à l'autre.

La plupart des participants dans le sondage venaient d'Allemagne et d'Italie. Donc nous avons pu effectuer des comparaisons entre ces deux pays. Et ce qui ressortait de cela, c'est que les participants en Italie, qui vivent actuellement dans des villes, exprimaient à un grand intérêt à des programmes qui comportaient une garantie emploi.

Et les gens dans les régions rurales, moins. Cependant, les urbains disaient que s'il y avait de telles garanties emploi à la campagne, ils iraient.

En Allemagne, les gens disaient qu'ils seraient également prêts à déménager vers la campagne s'ils bénéficiaient d'une garantie d'emploi. En Belgique et en France, les résultats étaient semblables à ceux que nous avons obtenus en Allemagne.

En fait, on raconte des expériences de la campagne, et notre motivation en tant que bénévole, c'est de rappeler toujours le potentiel macroéconomique d'une garantie d'emploi.

Si on voit des interconnexions, l'interpénétration entre les projets, les gens sont intéressés par ces interconnexions et cet aspect macroéconomique. Par exemple, la possibilité de déménager vers des régions rurales si une bonne opportunité se présente, la possibilité de quitter la ville peut être déjà une bonne motivation.

Et puis, également, il y a la transition vers une économie verte. Et ça, c'est une opportunité, une occasion de renforcer ces tendances s'il y a cette coordination entre les projets.

Sophie Massieu

Donc plus des oppositions finalement ville-campagne que vraiment de pays par pays. Merci beaucoup. Est-ce que les liens que vous créez entre les différents pays européens, en dehors de cette étude, il y a aussi des temps d'échanges en direct, finalement, entre personnes, est-ce que ça fait partie de vos souhaits de permettre aux uns et aux autres de se rencontrer au-delà de l'étude en ligne ?

Philine Edbauer

Oui, tout à fait. Oui, nous travaillons en coopération avec PEPS, la fondation pour les études progressistes en Europe, et ils aiment bien se rencontrer en présentiel à Bruxelles. Nous prévoyons un autre événement en ligne aussi. D'un côté, nous créons des contacts entre des gens qui sont déjà engagés sur le terrain, mais également on est ouvert à d'autres personnes qui seraient prêts à s'engager sur d'autres projets afin de recevoir des informations sur les projets, quels que soient ces projets, en fait.

Sophie Massieu

Une façon de dire que l'Europe peut avoir une dimension tout à fait concrète. Merci beaucoup Philine. On a quelques questions qui sont arrivées sur le chat, que je vais relayer.

Une première pour vous, Murielle Norro, sur la taille des territoires d'expérimentation en Belgique. Est-ce qu'elle est identique à ce qui se passe en France, pour autant que vous le sachiez ? Est-ce que c'est plus grand ou plus petit ?

Murielle Norro

C'est plus grand, oui, donc c'est des zones qui ont 15 000 habitants, ce qui veut dire que les projets sont parfois différents. Donc ça va d'une commune, selon la taille de la commune, à plusieurs quartiers qui ont été vraiment ciblés et qui sont interconnectés, et parfois il y a des regroupements de communes, donc ça dépend aussi d'un projet à l'autre.

Par contre, dans le cadre du FSE, en remettant les projets de cofinancement de l'appel à projets qui est cofinancé par la Région wallonne et le FSE, chaque projet devait dire combien de personnes ils allaient remettre à l'emploi. Donc il faut savoir que c'est de 25 à 55, il y a peut-être un exemple qui est un tout petit peu plus... Donc c'était déjà des emplois où le nombre était délimité à l'avance, en fonction aussi du nombre de demandeurs d'emploi sur les différents territoires. Et je voulais préciser au niveau budgétaire par rapport aux questions précédentes que, au niveau de l'instance Bassin Hainaut Sud, on a été agréé avec un budget, le budget qui était demandé. Le budget global comprenant le fonctionnement et les

salaires pour 50 embauches, sur cinq ans, et donc des CDI à chaque fois, et à 15 € brut de l'heure, ce qui a été négocié et tout à fait accepté par les syndicats qui étaient membres des comités locaux pour l'emploi. Voilà, je ne sais pas si je réponds...

Sophie Massieu

C'est tout à fait clair. Merci beaucoup pour cette réponse.

On avait une question très intéressante et qui peut concerner différents territoires, donc peut-être que vous serez plusieurs à vouloir répondre à cette question.

Quelle est la place pour les personnes privées d'emploi dans la construction de ce modèle européen de garantie d'emploi, comment est-ce qu'on conjugue le fait d'aller vers les personnes et en même temps de faire avec elles ?

Comment on fait pour permettre aux personnes de participer aux projets qui les concernent ?

Je ne sais pas qui va vouloir commencer. Peut-être vous Lukas Lehner, est-ce qu'en Autriche on fait une place aux personnes concernées dans l'élaboration du projet ?

Lukas Lehner

Oui, et c'est toujours discuté en ce moment en fait. Normalement ces activités sont financées par leurs propres budgets, financées par l'État. Mais il y a une participation au niveau européen. Bien sûr, ils peuvent participer.

Sophie Massieu

Et ils le font ? Ils sont vraiment associés à la construction du modèle ?

Lukas Lehner

Oui, les participants jouent un rôle très actif dans la création du projet, projet géré et financé par l'État et par un fournisseur de services qui travaille avec l'État, qui gère l'entreprise sociale dans laquelle les participants proposent les activités utiles pour créer leurs propres emplois.

Sophie Massieu

Qu'est-ce qu'il en est, s'il vous plaît, Andrea Ciarini, en Italie, de la participation des personnes ? De quelle façon s'y associent-elles ? Est-ce que ça diffère peut-être selon que les pouvoirs politiques en place sont impliqués ou pas ? Vous nous avez dit que Rome était très impliquée. Est-ce qu'il y a un lien entre la participation des personnes et l'implication aussi des pouvoirs politiques locaux ?

Andrea Ciarini

Oui, nous sommes en train de travailler avec les associations locales dans ces premières étapes du projet, mais aussi avec la municipalité de Rome. Nous n'avons pas encore rencontré les personnes ou les bénéficiaires de Welfare. Ce sera la deuxième étape en fait. Et au niveau territorial, on va travailler avec les acteurs sociaux et on va mener l'animation territoriale pour comprendre quels sont les besoins territoriaux sur lesquels développer la stratégie territoriale et la création d'une nouvelle occupation.

Sophie Massieu

Philine, c'est toujours compliqué à l'échelle européenne de faire en sorte que les citoyens européens participent. Est-ce que vous avez imaginé ou est-ce que vous pensez imaginer un outil quel qu'il soit, ou une façon quelle qu'elle soit, de faire participer les personnes à la construction d'un modèle européen ? Même si vous nous avez bien dit tout à l'heure qu'il ne s'agissait pas de plaquer un modèle universel à l'ensemble des pays. Mais est-ce que vous comptez associer d'une façon ou d'une autre les citoyens européens à ce travail sur la garantie d'emploi ?

Philine Edbauer

On a besoin de plus d'engagement des bailleurs de fonds en fait qui ont les ressources pour pouvoir aider les gens qui sont dans cette situation de chômage de longue durée. Il est difficile d'avoir une vue d'ensemble de tout ce qui se passe dans l'Union européenne et de ce que peut être l'impact de tel ou tel

projet par rapport à d'autres projets.

Donc, je pense que nous avons effectivement besoin de plus de coordination, mais nous avons besoin d'aide de la part des organismes qui possèdent les ressources financières. Dans notre sondage en ligne, on pose la question : s'il y a la mise en œuvre d'un emploi, d'une garantie d'emploi, quel serait le niveau que vous préférez, niveau européen, national, local ou régional ?

C'était ça la question. Et ils préféreraient que ce soit au niveau européen. C'était ça la réponse.

Et puis on a posé la question suivante : quel est le niveau le plus réaliste selon vous ?

Et la proportion a changé. Peu de gens pensaient que c'était possible de le mettre en œuvre au niveau européen.

Certaines personnes n'ont pas un grand niveau d'éducation, travaillent toute la journée, travaillent beaucoup, ont des horaires longs, et ils ont peut-être moins de compréhension, moins de contacts avec le monde politique, et peut-être moins de compréhension de ce que peut vouloir dire pour eux cet engagement européen. Je suis désolée, en fait, je ne sais pas si je peux répondre davantage à cette question.

Sophie Massieu

Très bien, pas d'inquiétude.

Philine Edbauer

Mais c'est vrai que c'est une thématique très importante que nous devons creuser, bien entendu, oui, bien sûr, il y a un "gap", une faille à combler, c'est évident.

Sophie Massieu

Autre question importante qui nous a été posée sur le chat, c'est la question de la transition écologique qui va nécessiter de nouveaux emplois, nouvelles formations, etc. Est-ce que cette transition écologique vous semble aux uns et aux autres pouvoir être mise à profit pour favoriser cette garantie d'emploi ?

Je ne sais pas qui va vouloir me répondre, peut-être Andrea Ciarini ou Lukas Lehner ?

Andrea Ciarini

Oui, la transition écologique, c'est très important au niveau territorial, mais aussi d'un point de vue de la création de nouveaux emplois qui vont répondre aux besoins territoriaux qui sont liés à la transition écologique, mais aussi aux impacts des investissements qui ont des rôles au niveau local.

Donc c'est une bonne question. Mais c'est au centre de la stratégie territoriale qui doit aussi créer de nouveaux emplois, pas seulement de nouveaux services, ou de nouvelles innovations sociales.

Sophie Massieu

Une question un petit peu dans le prolongement de celle-là, d'une certaine façon, qui est sur la question de la non-concurrence. En France, Territoires zéro chômeur de longue durée se positionne sur des emplois qui ne doivent pas être en concurrence avec des emplois déjà existants dans le secteur privé.

Est-ce que cette clause entre guillemets de non-concurrence s'applique ailleurs ? Je ne sais pas, peut-être Philine Edbauer, vous avez une vision un peu générale et européenne de ce sujet ?

Philine Edbauer

Berlin par exemple, c'est comme en France en fait. Un emploi ne doit pas être concurrentiel à un emploi qui existe déjà.

Cependant, en Pologne, ils prévoient un nouveau modèle de garantie emploi régional qui demande la sortie du charbon. C'est basé sur la sortie du charbon. Et ça a été bien entendu, la priorité concerne la transition. C'est la transition écologique d'abord. Et les intérêts du secteur privé sont d'une moindre importance ici.

Mais la garantie d'emploi peut être non concurrentielle dans le secteur privé, mais c'est un potentiel qui est peut-être un peu mal placé si vous ne créez pas de compétition, car la compétition peut faire en sorte que le secteur privé doive se poser des questions pour lesquelles les gens travaillent pour telle ou telle entreprise privée, et ça peut être bénéfique.

Par exemple, en Allemagne, on doit impulser cette croyance qu'il est possible de créer des emplois qui ne sont pas concurrentiels avec d'autres emplois dans le secteur privé.

Sophie Massieu

Lukas Lehner, sur cette question double de transition écologique et de non-concurrence, est-ce que vous pouvez nous apporter aussi votre éclairage ?

Lukas Lehner

Beaucoup d'activités ne sont pas encore entreprises dans certains secteurs. Et ces politiques donnent la possibilité de mettre des gens au centre du processus. Par exemple, en Autriche, on a recalculé l'infrastructure publique de façon à ce que ce soit plus durable. Le nettoyage des espaces publics en est juste un seul exemple. Mais il y a des besoins qui existent qui ne sont pas remplis par les forces du marché privé. Donc il faut agir autrement et c'est une niche.

Sophie Massieu

Olivier De Schutter, vous levez la main pour intervenir. Je sens que vous allez faire une habile transition vers la deuxième table ronde à laquelle vous participez.

Vous êtes rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté.

Vous vouliez apporter un complément ?

Olivier De Schutter - Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté

Oui, merci, Sophie Massieu.

D'abord, je voudrais saluer la fluidité avec laquelle vous conduisez ces échanges et tout l'intérêt qu'ils présentent. Je trouve ça tout à fait remarquable comme performance et extrêmement instructif comme échange.

J'ai souhaité intervenir à ce stade-ci parce que je crois devoir rappeler qu'il y a, à côté du modèle qu'adopte Territoires zéro chômeur de longue durée, le modèle consistant à éviter tout risque de concurrence avec des emplois que le secteur privé pourrait proposer sur un territoire donné.

Il y a une approche qui, effectivement, et je remercie Philine de l'avoir rappelée, qui consiste effectivement à prendre l'attitude inverse et à avoir un système de garantie d'emploi comme une manière de renforcer le pouvoir de négociation des travailleurs et travailleuses dans un périmètre géographique donné, grâce à l'alternative qui leur est proposée par ces emplois qui sont financés sur fonds publics.

N'oublions pas quand même que la manière dont les salaires sont fixés, contrairement à une idée fréquemment répandue, ce n'est pas le résultat d'une sorte de rencontre de la courbe de l'offre et de la demande sur un marché du travail conçu comme les économistes néoclassiques le présentent, c'est le résultat d'un rapport de forces. C'est-à-dire que les salaires seront plus élevés si les travailleurs et travailleuses qui souhaitent postuler à tel ou tel emploi ont des alternatives mieux rémunérées, et les salaires seront plus faibles, au contraire, s'ils se trouvent dans une situation de dépendance complète par rapport à une demande de travail plus restreinte, entre les mains de quelques employeurs sur un territoire déterminé. Et dans des propositions que fait par exemple Pavlina Tcherneva pour les États-Unis, ou dans beaucoup d'exemples qu'on a dans les pays en développement où il y a un très fort secteur informel de travail, la garantie emploi, c'est une manière de renforcer les droits des travailleurs et travailleuses dans toute l'économie, et c'est une manière parfois de favoriser la possibilité pour les travailleurs et travailleuses informels non déclarés par leur employeur de demander que leur emploi soit déclaré, formalisé. Puisqu'ils peuvent dire « écoutez, si vous ne nous déclarez pas, nous pouvons aller postuler à tel ou tel emploi public ou financé sur fonds publics pour des acteurs de l'économie sociale et solidaire ».

Alors, je comprends évidemment que la faisabilité politique d'un système de garantie d'emploi, que les contraintes budgétaires puissent conduire à opter pour un système de non-concurrence, je voudrais simplement rappeler que ce n'est pas la seule option possible et ce serait vraiment intéressant de faire une étude comparative sur les avantages et inconvénients de chacune des approches.

Sophie Massieu

Merci beaucoup. Restez avec nous parce qu'on va enchaîner sur le deuxième temps de notre échange, la deuxième table ronde.

Merci beaucoup à nos premiers intervenants. On espère que vous allez rester avec nous. Philine, Andrea, Lukas et Murielle, si vous me permettez d'utiliser vos prénoms, qui représentiez la Belgique, l'Italie, l'Autriche et puis l'Europe à un niveau plus général.

Merci beaucoup pour vos interventions.

QUELLE COALITION POUR PORTER LE DROIT À L'EMPLOI À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE ?

- **Yonnec Polet**, 1er Echevin à Berchem-Sainte-Agathe (Belgique), membre du Comité européen des régions
- **Aurore Lalucq**, Députée européenne, membre de la commission Emploi du Parlement européen
- **Olivier De Schutter**, Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté
- **Tea Jarc**, Secrétaire confédérale Confédération européenne des syndicats – ETUC

Sophie Massieu On est un petit peu plus de 250 à suivre ce webinaire, donc c'est chouette, ça veut dire que c'est un sujet qui intéresse.

Je redis aussi qu'en fin de deuxième table ronde, qu'on va donc commencer maintenant, vous pourrez poser des questions sur le Chat que je relaierai comme je viens de le faire pour la première table ronde. Deuxième temps de notre échange donc, le droit à l'emploi pour tous et toutes en Europe. Est-ce une idée pour l'avenir et quelle coalition pour le porter ? Autour de cette table ronde, ça nous fait une habile transition, ce qui vient d'être dit, avec les partenaires sociaux : Tea Jarc, la secrétaire confédérale de la Confédération européenne des syndicats. On a aussi avec nous Yonnec Polet, membre du Comité européen des régions, Aurore Lalucq, députée européenne et membre de la Commission Emploi du Parlement européen, et puis Olivier De Schutter, que vous venez d'entendre, dont je disais qu'il était rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme et l'extrême pauvreté.

On va commencer avec vous Tea Jarc, parce que c'était justement une transition sur qu'est-ce que ça doit être un emploi correctement rémunéré, etc. Il y a eu un temps, en France en tout cas, où les partenaires sociaux ont pu s'avérer un peu frileux sur ce sujet-là. Je sais que c'est moins le cas maintenant. Ils désirent même désormais largement s'impliquer. Et vous, au niveau de la Confédération européenne, vous y travaillez d'arrache-pied et notamment pour présenter des critères qui sont à vos yeux incontournables pour que ces emplois, cette garantie d'emploi, soit celle d'emplois dignes. Est-ce que vous pouvez nous les présenter un petit peu ?

Vous venez de vous mettre d'accord sur ces critères récemment. On peut commencer à les dévoiler.

Tea Jarc - Secrétaire confédérale Confédération européenne des syndicats – ETUC

Merci pour l'invitation. Et je souligne ce besoin de créer des emplois oui, mais des emplois valables, décents. Et ça c'est très important. Et donc nous avons créé des critères, c'est vrai, et nous monitorons en fait ce qui se passe depuis des années dans d'autres pays. Et puis les syndicats s'inquiètent, bien sûr, parce que, en fait, les syndicats dans certains pays n'étaient pas partie prenante dans cette discussion. Et tous les emplois qui sont créés n'étaient pas forcément alignés à ce qui a été décidé avant, et ce qui manquait, c'était la raison d'être, d'avoir ces droits collectifs en fait. Et ça, c'était le fondement, la raison d'être.

Toutes les personnes concernées devraient pouvoir participer de manière volontaire. Et ça ne doit pas réduire les autres allocations auxquelles elles ont droit. Tous leurs droits devraient être garantis et elles devraient avoir un accès à toutes les discussions qui ont lieu entre les partenaires sociaux aussi.

Elles devraient savoir ce qui se passe. Ça doit être transparent. Et ça va créer un standard minimum en fait.

C'est la négociation collective, ce sont les discussions entre les partenaires sociaux qui établissent le niveau salarial. Et nous avons besoin de plus de discussions au niveau des partenaires sociaux.

Donc, si on parle de garanties sociales, on ne veut pas créer une autre catégorie de travailleurs que ceux qui sont déjà dans ces emplois. Tout le monde doit avoir droit aux mêmes droits. Il faut un SMIC, un SMIC garanti, et en fait, ce n'est pas tellement un SMIC, mais c'est un salaire décent.

Mais le salaire n'est pas la seule question. Ce sont les conditions au travail, l'Assurance maladie aussi, ce sont des questions auxquelles il faut tenir compte. La santé professionnelle, tout un tas de facteurs dont il faut tenir compte. Et s'ils perdent un emploi, ils doivent être éligibles à accéder à un autre emploi.

Ce sont quelques critères.

S'il y a cette discussion entre les partenaires sociaux, moi, j'entrevois beaucoup de potentiel et je pense qu'on peut avancer au niveau européen si on procède ainsi.

Sophie Massieu

Donc en fait, il s'agit d'éviter tout dumping social, si on résume ce que vous venez de nous dire. Comment est-ce qu'on articule ce souhait et cette volonté et en même temps le fait que ces expérimentations soient en partie cofinancées par des fonds publics ?

Comment est-ce qu'on pèse finalement, ça revient à ça, sur les pouvoirs publics pour obtenir les fonds nécessaires pour garantir les critères que vous avez énoncés, notamment de rémunération juste ? Avant que les modèles économiques ne soient tout à fait viables et que les entreprises ne soient tout à fait lancées.



Tea Jarc

Oui, évidemment, il faut éviter le dumping social, et ça c'est très important.

Mais on peut créer de nouveaux emplois. C'est vrai, dans chaque communauté et, surtout, en fait, avec toutes les transitions, je suis d'accord avec la personne précédente, il ne faut pas simplement mesurer l'activité en tant que telle, il faut mesurer l'impact social aussi et procéder de cette manière.

Plusieurs études ont été effectuées, et quand on considère le coût total de la création de ces emplois, ça ne va pas coûter plus cher que la création d'autres emplois dans un autre système, en fait. Mais il y a les risques liés à la santé aussi, à l'exclusion sociale, les allocations de chômage aussi. Et si on inclut tous ces indicateurs, tous ces facteurs, on arrive à davantage d'inclusion sociale. Et les besoins sont là mais, au même moment, évidemment, il faut être précautionneux, il faut faire attention au fur et à mesure qu'on avance en fait. On ne peut pas, par exemple, financer des employeurs qui ne respectent pas et qui ne

jouent pas le jeu, et qui ne respectent pas les bonnes règles du fonctionnement de la discussion avec les syndicats. Et ça, c'est une prise de conscience qui doit être faite au niveau européen, d'une nation à une autre. Et ça, ça peut éviter le dumping social.

Sophie Massieu

Merci. Vous pourrez sans doute réintervenir lors de la séance de questions réponses, ou dans les échanges entre vous.

Yonnec Polet, je voulais vous donner la parole dans un deuxième temps. Vous avez, vous aussi, dans votre rapport, présenté des critères importants de succès d'expérimentation comme celle-ci. Et parmi ces critères, un des premiers, ça paraît tout simple à énoncer, mais pas si facile que ça à réaliser peut-être, c'est de montrer que, finalement, personne n'est inemployable. C'est vraiment un credo important pour l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée. Et, au-delà de l'expérience française, vous pensez que c'est quelque chose qui peut et doit être démontré.

Yonnec Polet - 1er Echevin à Berchem-Sainte-Agathe (Belgique), membre du Comité européen des régions

D'abord, j'aimerais vous remercier pour l'invitation et encore une fois remercier l'association Territoires zéro chômeur de longue durée, Laurent Grandguillaume, tout le monde, pour l'excellente coopération que nous menons déjà depuis quelques temps et entre autres dans le cadre de ce rapport que j'ai eu l'occasion de présenter récemment au Comité des régions.

Alors oui, l'idée au départ avec le rapport, d'abord il y avait les grands principes. Le premier grand principe, c'était justement de faire la démonstration que personne n'est inemployable, et puis aussi changer de paradigme et montrer qu'une autre proposition était possible pour la question de la lutte contre le chômage de longue durée, à savoir passer d'une responsabilité individuelle à une responsabilité collective.

Et ces deux principes, vraiment, sont au cœur du rapport que j'ai eu l'occasion de présenter.

Alors avec ce rapport, on a voulu tenter de faire connaître le modèle, parce que le modèle n'est pas encore largement connu. Heureusement, il y a des expérimentations dans différents pays et le rapport a aussi permis de mieux connaître certaines organisations et de mettre les personnes en contact et puis aussi de faire de la mobilisation et, enfin, de faire de la conscientisation par rapport aux difficultés qu'ont tous les projets à réunir les fonds suffisants parfois pour démarrer ou pour fonctionner.

Donc, c'était un peu le triangle de ce rapport, la mobilisation, la conscientisation et faire un appel à des fonds, parce que tous ces projets manquent généralement de fonds, et c'est tellement un magnifique projet et une magnifique expérimentation, Territoires zéro chômeur de longue durée, que je pense vraiment qu'il faut le développer dans tous les pays, si possible et le droit à l'emploi, la job guarantee, à un niveau local, et le développer largement au niveau européen.

Sophie Massieu

Oui, le manque de fonds a été tout à l'heure souligné d'une façon ou d'une autre par l'ensemble des projets qui ont pu nous être présentés à travers l'Autriche, l'Italie ou la Belgique. Et puis, on le sait aussi chez nous en France, pour nous qui sommes en France.

Ce que j'entends aussi à travers ce que vous nous expliquez de l'objectif de votre rapport, c'est que finalement, cette question de l'emploi, ça n'est pas seulement une responsabilité individuelle, comme le pointait Laurent Grandguillaume dès son introduction, c'est aussi un enjeu de responsabilité collective.

Yonnec Polet

Oui, désolé, j'ai loupé le début du débat et donc je n'ai pas entendu l'introduction de Laurent. Je ne vais pas répéter ce qu'il a dit, il l'a sûrement très très bien dit, je partage ce qu'il a dit ! On a vécu au niveau européen pendant longtemps dans une phase d'austérité. Et cette phase d'austérité, c'était suite à la crise financière, les problèmes en Espagne, en Grèce, au Portugal et la réponse qui avait été apportée, c'était l'austérité, donc une pression sur les salaires et aussi une pression sur les droits des travailleurs.

Et là, dans la crise Covid, il y a justement eu des actions qui ont été menées au niveau européen pour le maintien de l'emploi, le maintien des salaires. Et maintenant il faut vraiment qu'on se batte aussi ensemble pour des bons salaires. Il y a la directive minimum, il y a d'autres éléments aussi qui poussent en faveur d'une augmentation des salaires des travailleurs et le droit à l'emploi.

Et le fait de porter une responsabilité collective, je pense, entre dans cette dynamique-là.

Entrer dans une responsabilité collective, c'est à tous les niveaux. Nous avons ici la représentante de la CES (Confédération européenne des syndicats) qui l'expliquait, ce sont les bons contrats, à durée indéterminée, ça doit ouvrir des droits aux travailleurs, alors des droits immédiats, la négociation collective, mais aussi des droits à la santé, des droits à la formation. Et il est important que tous les travailleurs qui participent à des expériences de Territoires zéro chômeur de longue durée aient justement ces droits. Donc c'est vraiment un ensemble. Et quand on parle de responsabilité collective, je pense que c'est vraiment à tout niveau. C'est vraiment la société qui doit se mobiliser pour offrir de l'emploi à ces personnes.

Et puis, c'est souvent une caractéristique ou une spécificité de Territoires zéro chômeur de longue durée, tout ça se fait dans le but de répondre à des besoins locaux qui ne sont pas satisfaits, des besoins locaux qui sont soit de nature sociale, soit liés à la transition énergétique, et donc, là encore, je pense à un des avantages ou à un des mérites de l'expérience Zéro chômeur de longue durée qui doit être développé dans d'autres pays.

Et j'espère qu'avec ce type d'événement et avec le travail de mise en réseau qu'on fait, on va parvenir justement à avoir de plus en plus d'expérimentations.

Sophie Massieu

Alors travail de mise en réseau, travail commun, mais aussi peut-être le bon moment. Est-ce que c'est votre sentiment qu'on arrive à un moment où, finalement, on a envie de ces actions communes à l'échelle européenne ?



Yonnec Polet

Oui, je le pense. Et puis, surtout, on voit aussi des grandes avancées. Il y a certaines avancées au niveau européen. Je ne dis pas que tout est parfait, mais on le voit avec le comité, avec Nicolas Schmit et il y a eu des progrès. Il y en a eu un particulièrement sur la question de la directive salaire minimum. J'espère, j'espère qu'on arrivera un jour avec la négociation en cours pour le travail des plateformes, les travailleurs de plateformes.

Il a été dit récemment aussi par madame Jacz de la CES, qu'il fallait que les travailleurs de Territoires zéro chômeur longue durée aient un statut propre et pas un statut tiers. C'est la même chose pour les

travailleurs de plateformes. Ils doivent être soit travailleurs, soit travailleurs indépendants, et pas de statut tiers. Et je crois que ça fait partie du contexte européen actuel, il faut en profiter. Il y a du répondant au niveau de la Commission européenne. Il y a beaucoup d'acteurs qui sont mobilisés, on le voit avec toutes les expérimentations qui sont faites en Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique. Et il faut de la mobilisation. Alors, il y a un temps qui arrive, qu'on connaît, ce sont les élections européennes. Et ça, il va falloir se mobiliser aussi pour être sûr que ce soit à l'agenda et que la prochaine Commission européenne soit encore plus... Et je ne veux pas empiéter sur les interventions des autres orateurs par rapport à ce qui est fait au niveau européen, mais je pense Aurore Lalucq et tout le travail qu'elle mène au niveau du Parlement européen, mais je pense qu'il y a vraiment un momentum maintenant, il y a déjà des avancées qui sont faites, mais il faudra que ça soit pérennisé dans le temps et pérennisé au sein de la prochaine Commission européenne, et avec une majorité aussi évidemment au Parlement européen pour y parvenir.

Sophie Massieu

Alors effectivement, on est à moins d'un an des élections européennes, ce qui m'amène tout naturellement vers vous, Aurore Lalucq. Je l'ai dit, vous êtes députée européenne. C'est un sujet que vous suivez depuis longtemps, la question du droit à l'emploi, donc vous pouvez percevoir des évolutions. Est-ce que vous avez vous aussi le sentiment que c'est le bon moment et que c'est maintenant qu'il faut pousser un petit peu les choses pour que ça se mette en place au niveau européen, cette garantie d'emploi ?

Aurore Lalucq - Députée européenne, membre de la commission Emploi du Parlement européen

Bonjour à toutes et à tous. Merci beaucoup de cette invitation. J'ai l'impression d'être un peu en famille, en fait, parce que qu'est-ce qu'on s'est vus durant ces dernières années, Laurent, Yonnec, Lukas, Antonin, et Jeanne, cette idée de garantie de l'emploi et Territoires zéro chômeur de longue durée.

Je ne sais pas si le timing est bon, je sais juste qu'il faut toujours se battre pour ses idées quand on estime qu'elles sont justes parce que, justement, des fois, le timing, quelque chose, un événement, on ne sait pas quoi, la tectonique des plaques politiques ou autre chose, fait que, tout d'un coup, tout change. Voilà. Et c'est un peu ce qui s'est passé pour le coup sur la question de la garantie de l'emploi au niveau européen.

Moi, quand je suis arrivée au Parlement européen dans la Commission Emploi, j'étais bien toute seule à défendre cette idée que je pensais connue de la famille sociale-démocrate. Je suis chez les sociaux-démocrates, je siége chez les sociaux-démocrates parce que ça vient de ma famille sociale-démocrate et en fait, je pensais qu'elle était très connue et en fait pas du tout.

Et donc il a fallu déjà commencer à faire un travail pour organiser des conférences, écrire des notes, etc., pour faire en sorte que mes collègues commencent à attraper, appréhender cette idée.

Je me rappelle qu'on avait fait une première conférence avec le commissaire Schmit et Pavlina Tcherneva avec laquelle je travaille depuis longtemps et en premier, le commissaire Schmit disait « je ne peux pas donner une garantie d'emploi aux gens. Ce n'est pas possible, on va venir me voir, tout le monde va me réclamer un emploi », etc. Et c'était des réflexions parfaitement logiques. Mais donc on a continué à travailler ensemble. Et puis on a eu le soutien de mon côté de la FEPS, et puis le soutien du PSE avec Yonnec et surtout le Comité des régions où là aussi les choses ont avancé.

Je ne sais pas comment vous dire, les choses ont quand même avancé en parallèle et tout à coup, ça a fait un effet boule de neige et, à la fin des fins, eh bien on s'est retrouvé avec un groupe social-démocrate au Parlement européen qui est totalement convaincu par la question de la garantie de l'emploi et Territoires zéro chômeur de longue durée, notamment parce qu'un déplacement a été organisé par Yonnec à Paris, dans le 13^e arrondissement, où les députés européens ont pu voir une expérimentation et se sont vraiment saisis finalement de cette expérimentation qui, à mon avis, n'en est plus vraiment une, qui est plus une pratique qu'une expérimentation à mon sens, et voilà, tout d'un coup, ça a pris, et c'est en train de devenir quelque chose de vraiment installé désormais, par exemple dans mon groupe politique, chez les sociaux-démocrates. Il va falloir continuer effectivement à mener, à mon avis, ce combat et à porter cette idée.

Le commissaire Schmit nous a fait l'honneur et a annoncé au Parlement européen devant une partie

des gens qui sont là aujourd'hui le fait que 23 millions d'euros, ce n'est pas grand-chose mais c'est déjà ça, c'est un bon début, au niveau européen, seront débloqués justement pour soutenir ce type d'expérimentations. Donc est-ce que c'est le bon timing, je ne sais pas, mais il se passe quelque chose. Et comme il se passe quelque chose et qu'on a mis un petit peu le pied dans la porte de la Commission européenne, je pense que ce n'est vraiment pas le moment d'enlever son pied, c'est le moment d'essayer de mettre la jambe, la hanche et un petit peu plus encore, pour pouvoir un jour avoir des politiques de l'emploi différentes. Parce que c'est ça la force, je trouve, de la garantie d'emploi, et même si on vient d'univers en fait très différents. Moi, je viens plutôt de la macroéconomie à la base et donc plutôt de toute l'idée d'employeur en dernier ressort, de Minsky, de Pavlina Tcherneva, etc., mais finalement, on se retrouve tous à peu près sur les mêmes propositions et sur le fait que le chômage est involontaire. C'est quand même quelque chose à la base de frappé du coin du bon sens, mais qui n'était pas dans le logiciel intellectuel de la Commission européenne, qui était quand même sur quelque chose d'assez culpabilisant vis-à-vis des chômeurs, et toujours avec des politiques que je trouve assez dures, qui vont dans le sens de la flexibilisation du marché du travail. En fait, si vous êtes au chômage, fondamentalement, ce n'est pas de la faute de la société, c'est de votre faute. Et donc là, grâce à la garantie de l'emploi, on inverse cette façon de penser. Et c'est pour ça que ce petit pied dans la porte de 23 millions, idéologiquement, il est quand même assez important, je pense.



Sophie Massieu

Merci beaucoup, mais alors, du coup, gardez la parole s'il vous plait, comment est-ce qu'on fait pour passer des déclarations d'intention et des 23 millions d'euros à des choses qui vont se voir concrètement ? Comment est-ce qu'on peut imaginer la garantie d'emploi à l'échelle européenne, comment on fait pour que ça devienne une réalité concrète et pas juste un discours de vendredi après-midi à l'université d'été de Territoires des chômeurs de longue durée ?

Aurore Lalucq

On continue ! Après, c'est difficile à dire...

Sophie Massieu

Je ne m'adresse pas à vous toute seule, je sais bien que ce n'est pas...

Aurore Lalucq

il faut que ce soit moi ou d'autres au Parlement européen. Il faudra continuer à mener ce combat. Là, l'idée, c'était déjà de faire en sorte que l'idée soit acceptée, qu'elle soit comprise, qu'elle soit popularisée, que les députés l'aient intégrée, que la Commission européenne sache de quoi on parle quand on en parle, qu'elle commence à s'intéresser et à débloquent un peu d'argent. Ça, c'était la première étape qui est, disons, une bataille culturelle, déjà, qui est le fait de faire connaître l'idée et de l'installer un peu dans le paysage. Une fois qu'on a fait ça, qui était la première étape, et sincèrement, je ne pensais pas qu'on allait y arriver, je vous dis, j'étais très très étonnée, la deuxième étape maintenant va être de penser beaucoup plus finement ces projets de garantie de l'emploi local au niveau européen mais local. Et là, on va commencer justement à rentrer dans le dur.

On avait organisé énormément de séminaires parce que, quand on commence à rentrer dans le détail fin, ce n'est pas forcément simple, parce que les expérimentations sont différentes, du moins les pratiques sont différentes, mais les territoires aussi sont différents, les pays aussi sont différents. Faire de la garantie d'emploi en Pologne, là où il y a de la transition écologique à faire parce qu'il va falloir passer des fossiles à autre chose qui n'est pas encore déterminé côté polonais, ça va nécessiter par exemple de la formation, etc., donc une garantie d'emploi pensée pour la Pologne pourra être totalement différente d'une garantie de l'emploi pensée par exemple, je ne sais pas, pour une zone côtière en France, où on serait sur quelque chose de beaucoup plus fin. Donc il va falloir voir la façon dont justement des initiatives locales excessivement fines peuvent aussi se marier avec des projets peut-être un peu plus gros, peut-être un peu plus régionaux, comme par exemple on pourrait l'avoir éventuellement en Pologne.

Et c'est maintenant à cette phase-là qu'il va falloir s'atteler. On a fait énormément, les uns les autres ici présents autour de la table, de papiers, de livres, de rapports pour pouvoir populariser l'idée et en dessiner les grands traits, maintenant, la difficulté, ça va être d'aller dans le dur et dans le concret de la proposition parce qu'on a en plus des systèmes institutionnels au niveau européen tout à fait différents en fonction des pays. C'est notamment ce qu'on avait vu avec la FEPS. C'est-à-dire que, là où on aurait besoin de garantie de l'emploi, eh bien on n'aura pas forcément toujours les institutions ou les partenaires en capacité de pouvoir le faire. Donc il va nous falloir déjà, je pense, avoir des études assez solides pour pouvoir continuer à avancer et faire de la garantie d'emploi un vrai projet européen.

On dit souvent que les citoyens sont éloignés de l'Europe. Je pense que si on a une garantie d'emploi au niveau européen, ça fera sacrement du lien entre les Européens et les institutions européennes.

Sophie Massieu

Ça pourra donner une dimension concrète. Merci beaucoup pour votre intervention. Restez avec nous parce qu'il y aura peut-être des questions qui vous seront adressées. On va partir un peu à l'échelle monde avec vous, Olivier De Schutter. La garantie d'emploi, c'est d'abord pour vous une clé de la lutte contre la pauvreté. On peut dire ça comme ça ?

Olivier De Schutter

Oui. Merci et bienvenue à tous et toutes, à celles et ceux qui nous rejoignent pour la deuxième partie de ces discussions.

C'est la raison pour laquelle je m'y suis intéressé. Mon mandat est de faire rapport aux gouvernements sur les meilleurs outils qui peuvent être mobilisés pour lutter contre la pauvreté. Et j'ai voulu, au fond, proposer aux gouvernements d'élargir leur boîte à outils et de ne plus voir le chômage de longue durée comme une fatalité ou comme un régulateur bienvenu du marché du travail mais, au contraire comme une anomalie dans une société où beaucoup de besoins essentiels ne sont pas satisfaits.

Qu'il s'agisse d'aide aux personnes, aide à la petite enfance, aide aux personnes âgées, aide aux personnes ayant un handicap, qu'il s'agisse de la transition écologique ou du maintien et de l'entretien des communs, on a beaucoup de tâches qu'il faut d'urgence revaloriser et fournir. Et, à côté de ça, on a des personnes qui sont chômeurs, chômeuses de longue durée et qui n'ont peut-être pas toujours les diplômes qu'il faut ou les compétences que cherchent les employeurs sur le marché privé, mais qui peuvent trouver une certaine fierté à être au service de ces objectifs que la collectivité se donne.

Donc c'est la raison pour laquelle je m'y suis intéressé et je dois dire que je suis un grand admirateur des expériences qui sont conduites en France avec Territoires Zéro chômeur de longue durée ou à d'autres

échelles dans certains pays européens. Mais quand on se tourne vers les expériences du Sud, on a des expériences qui ont de quoi nous rendre modestes, au vu, je dirais, de l'ampleur de ce qui est parfois développé, comme en Inde par exemple ou en Afrique du Sud.

Sophie Massieu

Oui, c'est ça, la question de création d'emplois décents, ce n'est pas une question seulement qu'on se pose dans les pays du Nord dits développés, ce sont des sujets qui sont aussi portés dans les pays... Je ne sais pas trop comment dire, mais en tout cas, voilà, aux économies peut-être moins performantes actuellement que la nôtre. On a des leçons à tirer. Quels bons principes finalement pourrait-on leur « piquer » ou leur emprunter à ces pays du Sud ?



Olivier De Schutter

Je crois qu'il y a des emprunts mutuels. Du côté des expériences du Sud, la tradition consistant à mettre sur pied des programmes ambitieux de travaux publics, inspirés par le New Deal de Franklin Delano Roosevelt dans les années 30, s'est effectivement développée à grande échelle et, de plus en plus aujourd'hui, ce ne sont plus seulement des travaux d'infrastructures de maintien des routes ou de creusement des puits qui sont proposés, ce sont aussi des emplois dans les secteurs de la culture, de l'éducation. Par exemple, en Afrique du Sud, on a un grand programme qui a consisté à renforcer la capacité des écoles à fournir un enseignement de qualité aux écoliers et écolières. Et c'est à la fois une manière de renforcer les compétences des personnes employées dans ces programmes, mais aussi, bien entendu, une manière d'améliorer la qualité de l'enseignement.

Donc on a une évolution dans ces programmes vers une plus grande diversité de tâches, ça ne se limite plus aux grands travaux d'infrastructures, comme c'était le cas il y a encore une vingtaine d'années. Et, à l'inverse, je crois qu'une source d'inspiration pour nous, ça peut être sans doute l'effet sur l'ensemble de l'économie que peut avoir un programme de garantie de l'emploi qui est bien conçu.

Ainsi que je l'ai dit il y a quelques minutes dans la première partie de cet échange, dans beaucoup de pays, les règles relatives au salaire minimum légal garanti sont régulièrement ignorées par les employeurs et une partie importante des travailleurs et travailleuses sont informels.

Et quand on a une garantie de l'emploi qui garantit un travail décent avec une rémunération qui est au moins équivalente au salaire minimum, eh bien cela exerce une pression sur tous les employeurs pour qu'ils traitent mieux les travailleurs, pour qu'ils formalisent le travail, et pour qu'ils payent ce salaire minimum garanti. Et c'est donc une manière d'améliorer, d'élever le niveau de protection des droits des travailleurs à travers l'ensemble de l'économie.

C'est une philosophie un peu différente, évidemment, de celle de Territoires zéro chômeur de longue durée, mais qui me paraît valoir la peine d'être étudiée.

Sophie Massieu

On l'a effleuré tout à l'heure, la question du lien entre ces expérimentations et ces garanties de l'emploi et la décarbonation, on l'a évoquée essentiellement à l'échelle européenne, est-ce que, vous qui avez un regard plus au monde, vous avez remarqué des initiatives allant en ce sens de lien entre lutte contre la pauvreté et lutte en faveur de la transition écologique et énergétique ?

Olivier De Schutter

Oui, alors peut-être deux remarques sur ce point.

La première remarque, c'est que nous allons avoir, en raison de la transformation écologique, la décarbonisation des sociétés, des emplois qui vont disparaître ou pour lesquels il faudra trouver des solutions alternatives pour les personnes concernées, dans les énergies fossiles, dans l'industrie extractive en particulier. Mais on a beaucoup plus d'emplois qu'il va falloir créer pour les énergies renouvelables, pour les transports publics, les infrastructures aussi, comme le transport public pour l'isolation des bâtiments, et d'autres exemples pourraient être donnés. La reforestation dans les pays du Sud est un vecteur de création d'emplois extrêmement important.

Et donc, il va falloir rapidement, pour réussir cette transformation écologique, trouver des hommes et des femmes pour être employés sur ces secteurs extrêmement importants. Or, évidemment, ce sont des emplois qui ne sont pas solvables, c'est-à-dire que personne ne va vouloir payer des gens pour des travaux de reforestation ou pour des infrastructures de transport en commun, sauf évidemment les pouvoirs publics, avec les financements que permet l'argent des contribuables.

Donc il faut investir dans des programmes de création d'emplois publics à grande échelle pour que cette transformation écologique soit possible. Et beaucoup de ces emplois, ne l'oublions pas, sont faiblement délocalisables, sont relativement faiblement qualifiés, c'est-à-dire qu'on peut rapidement former des personnes pour les occuper. Et donc, il me semble que cette transformation écologique est une opportunité pour que les solutions développées dans les programmes de garantie d'emploi soient vues comme une source d'inspiration pour satisfaire ces demandes.

Le problème du financement est évidemment, pour ces pays, le problème majeur et, de ce point de vue-là, je crois qu'un débat extrêmement important est de savoir comment on va les aider à créer ces emplois et opérer cette transformation.

Ça dépasse un peu le propos de notre discussion, mais beaucoup de ces pays sont fortement endettés aujourd'hui. Il faut les aider à faire face aux contraintes ou plutôt aux investissements budgétaires que requièrent des programmes de garantie d'emploi à grande échelle pour cette transformation écologique.

Sophie Massieu

Ce sera une forme d'investissement social aussi. Merci beaucoup. On va prendre quelques questions qui sont arrivées sur le Chat, peut-être d'abord pour vous Tea Jarc : est-ce qu'il y a des syndicats, dans les différentes entreprises à but d'emploi, dans les différents pays ? C'est une question qui nous est posée. Est-ce que d'un pays à l'autre, vous avez connaissance de représentation syndicale ?

Tea Jarc

Merci. La plupart des syndicats sont tout à fait conscients de nos initiatives et s'impliquent de plus en plus.

En Autriche, en Allemagne aussi, les syndicats jouent un rôle positif mais c'est une tradition dans ces pays. En France, ils étaient un peu sceptiques au départ, mais de plus en plus, petit à petit, ils prennent le bon wagon en marche. Et donc je pense qu'à travers l'Europe, il y a un bon mouvement en cours. Et je pense que Nicolas Schmit a cette vue d'ensemble de ce qui se passe.

Et on doit pouvoir encourager les États membres à aller dans ce sens, car les syndicats doivent jouer un rôle de plus en plus prépondérant. Oui, les syndicats jouent un rôle déjà et sont impliqués. Nous avons

de forts partenariats avec les syndicats dans certains pays, c'est sûr.

Et puis les organismes non-gouvernementaux ont aussi un rôle à jouer en collaboration avec les autres partenaires et acteurs dans ces projets.

On doit tendre la main à toute une gamme de partenaires, même si cette main n'est pas prise mais, pour moi, pour ma part, il y a énormément de progrès à faire.

Et puis des groupes dans la société, par exemple des jeunes par rapport à des gens plus âgés aussi, les jeunes et les associations de jeunes peuvent jouer un rôle parce que, forcément, ils vont se sentir concernés par ce projet, par ce problème.

Sophie Massieu

Autre question peut-être toujours pour vous, Madame, comment garantir le volontariat des personnes qui s'inscrivent dans une entreprise à but d'emploi et comment garantir leurs droits sociaux fondamentaux ?

Chacun d'entre vous, au cours de ces deux tables rondes, a beaucoup insisté sur le nécessaire respect des droits sociaux, etc. Comment, une fois qu'on a dit ça, on peut faire en sorte que ça se traduise partout, en effet, dans les différents pays, de façon concrète, que ce ne soit pas juste une déclaration d'intention ?

Tea Jarc

On parle des bénévoles ?

Sophie Massieu

Non, pas des bénévoles mais du volontariat des personnes embauchées. Le libre-choix des personnes d'être embauchées dans ce type de structure.

Tea Jarc

Merci pour cette clarification.

C'est important, oui. Tout le monde doit s'enregistrer au Pôle emploi. Et il faut être honnête et il faut renforcer le rôle joué par les organismes comme Pôle emploi. Il manque des ressources. Et, surtout, pour les gens au chômage depuis longtemps. Donc il faut mettre ensemble et en face les demandeurs d'emploi de longue durée et les opportunités, et il faut plus de ressources pour pouvoir le faire. Il y a des jeunes aussi qui reçoivent, qui sont obligés de recevoir des allocations. Et il faut faire en sorte que les jeunes qui refusent de recevoir ces garanties ne soient pas quand même coupés du système. Il ne faut pas que ça soit une sanction car, sinon, ce serait contreproductif à la bonne marche de l'ensemble.

On doit présenter ce système comme une opportunité et non comme une obligation. Et si on fait le contraire, c'est contreproductif. Si on procède ainsi, je pense que ce système sera bien accepté.

La plupart des demandeurs d'emploi ne veulent pas rester au chômage. Ce ne sont pas des gens qui veulent rester dans un état paresseux. Non, non, non, ce n'est pas vrai. Et c'est là tout ce côté volontaire en fait, c'est ça la dimension, ici, toute la dimension.

Sophie Massieu

Alors, on l'a annoncé, et puis on va avoir une vidéo, tout à l'heure, de Nicolas Schmit qui va en parler. 23 millions d'euros sont prévus par la Commission européenne sur ce type d'emploi.

Une question nous a été posée dans le Chat de "comment est-ce qu'ils vont être utilisés ?" J'imagine qu'on est un petit peu au début des échanges autour de cette question-là mais, je ne sais pas, peut-être Aurore Lalucq, vous avez quelques éléments là-dessus ?

Aurore Lalucq

J'aimerais ! Je vois des sourires autour de la table !

Justement, on va voir, peut-être que le commissaire Schmit aura des annonces à faire à ce sujet dans la vidéo qu'il vous a faite, à voir justement, on ne sait pas encore comment ils vont être utilisés pour l'instant. C'est un petit peu la grande inconnue.

En tout cas, je crois qu'il faut louer et féliciter le travail que ce Commissaire a pu faire dans ce domaine, c'est-à-dire qu'on a vraiment commencé à travailler avec lui. Il a toujours été ouvert pour discuter de ce sujet, et puis, petit à petit, il l'a vraiment pris à bras le corps pour, sur la fin de mandat, dire « allez, on y va,

on ne fait pas un projet pilote », ce qui était l'idée de ma collègue députée européenne qui est en charge justement des questions emplois pour les sociaux-démocrates. On voulait faire un projet pilote au niveau européen et finalement on n'a pas eu de projet pilote, c'est-à-dire d'expérimentation. On a directement ce fonds. Donc c'est vraiment bien, bien mieux. Maintenant, on va voir exactement comment ça sera utilisé.

Et, encore une fois, le plus important, c'est de poursuivre. C'est de faire en sorte qu'on commence par ce pied dans la porte et qu'on mette la jambe, les épaules, etc., comme je l'ai dit tout à l'heure. Il faut vraiment changer notre façon de penser la question de l'emploi et du travail... Et j'imagine que vous en avez parlé lors de la première table ronde, parce que, moi, je suis arrivée vers la fin à peu près la première table ronde, que le chômage, ça coûte extrêmement cher, qu'il y a les coûts directs du chômage. Et il y a tous les coûts indirects du chômage, qui fait que les chômeurs vont avoir une estime d'eux-mêmes dégradée, dégradée aussi par tous les propos qui peuvent être tenus par ailleurs par une partie de la classe politique sur le fait que quand on est au chômage, on est plus ou moins fraudeur, finalement, on est suspicieux, c'est un peu de notre faute, etc., et on doit faire des efforts. C'est des gens qui sont souvent éloignés aussi de la santé parce qu'ils n'ont plus forcément les moyens ni l'envie de pouvoir prendre soin d'eux. Bref, on remarque que les coûts indirects du chômage sont excessivement élevés.

Donc une solution comme la garantie d'emploi, ça n'a que des bénéfices en fait pour la société, c'est-à-dire qu'on arrête de détruire l'être humain et les compétences parce que, comme Yonnec l'a dit, chacun a des compétences en fait. Ce n'est pas parce qu'elles ne correspondent pas au marché du travail à un moment T que les gens n'ont pas de compétences.

Donc, avec la garantie d'emploi, on arrête de détruire de la compétence, on arrête de jeter de l'argent par les fenêtres, sur une base volontaire, comme vous l'avez parfaitement rappelé, et puis, en plus, on arrive à recréer du lien sur les territoires et on arrive à créer des services ou des biens qui ne sont satisfaits ni par le marché ni par l'Etat. Donc c'est vraiment, je trouve, un objet de politique de l'emploi et de politique publique absolument incroyable et qui, je l'espère, à terme, fera le consensus à gauche comme à droite, pour qu'on puisse continuer à le porter.

Sophie Massieu

Pour rester justement sur cet objectif politique, on a vu tout à l'heure en première partie de tables rondes comment les acteurs pouvaient se parler entre eux avec la mission exercée par Philine Edbauer. Comment, vous, au niveau politique, vous pouvez faire en sorte que les initiatives se parlent ? Comment est-ce qu'on crée une coalition politique ? Vous nous avez parlé du fait d'embarquer un peu tous les sociaux-démocrates, voilà, on est à moins d'un an des élections européennes maintenant, comment est-ce qu'on en fait un enjeu politique de taille ?

Aurore Lalucq

Alors, là, on va rentrer dans les élections.

Sophie Massieu

Oui, c'est ça.

Aurore Lalucq

Moi, le mouvement politique dans lequel je suis s'appelle Place Publique. Ce sera un engagement de notre campagne parce que c'était déjà un de mes engagements en tant que députée européenne. Je suis économiste de formation, plutôt proche, en plus, de ceux qui ont pu défendre la garantie de l'emploi comme Pavlina Tcherneva, etc., donc je le défendrai toujours. Le groupe social-démocrate le défendra de toute façon aussi, à mon avis, c'est-à-dire que les sociaux-démocrates au niveau européen défendront, à mon sens, cette idée.

Là, en ce moment, nous sommes en train de discuter, au niveau du Parlement européen, d'un rapport sur les innovations sociales et les innovations aussi en termes d'emploi. On a réussi à intégrer, mais on est en cours de négociation, cette idée de Territoires zéro chômeur de longue durée. C'est vraiment quelque chose qu'on portera, que la social-démocratie portera au niveau européen, peut-être aussi les Verts, mais qui, en plus, peut trouver à mon avis des alliés dans une frange un peu plus à droite. Je serais tentée

de dire, je vais utiliser quelque chose de français qui ne fait pas beaucoup de sens au niveau européen, d'une certaine droite républicaine, d'une certaine droite qui sait encore où elle habite, qui est un petit peu sociale, disons. J'espère qu'il en reste au niveau du Parlement européen. Je suis sûr qu'il en reste quand même au niveau du Parlement européen.

Bref, la question du travail peut quand même faire consensus, à mon sens. Donc, même si c'est nous qui prenons à bras le corps cette idée, je suis assez persuadée qu'à un moment on arrivera à avoir quand même des majorités relativement larges, parce que c'est moins clivant, disons, que par exemple le revenu universel, qui pouvait être beaucoup plus clivant au sein de la gauche, mais aussi avec une partie la droite.

Sophie Massieu

Merci. On a aussi une question qui est arrivée sur le Chat. Je ne sais pas, peut-être pour vous, Yonnec Polet, à voir qui aurait envie d'y répondre. Compte tenu des enjeux, de l'importance des sommes en jeu, est-ce qu'il faudrait réfléchir à un financement partagé public-privé ?

Yonnec Polet

Alors, financement public-privé... Oui. En fait, je dirais, ça dépendra des expérimentations. Si je ne me trompe pas, en France, il y a quand même un soutien, il y a un soutien financier de l'État directement dans la rémunération ou dans les contrats de travail des travailleurs et leur rémunération, mais il y a aussi plus largement, un appel à des fondations ou des entrepreneurs privés pour soutenir la grande organisation Territoires zéro chômeur de longue durée dans son ensemble. Mais si on regarde maintenant par rapport aux différentes expérimentations, s'il y a appel au privé, il pourrait y avoir appel au privé, et le privé pourrait créer ces EBE, ces entreprises à but d'emploi, et en créant dans ces entreprises à but d'emploi, elles pourraient en faire un financement.

Mais la difficulté pour bon nombre de pays, c'est comment opérer, comment parvenir à faire une juste rémunération des travailleurs ? En France, c'est facile parce qu'il y a une loi qui le prévoit, mais dans bon nombre d'autres pays, ce n'est pas le cas. Donc le salaire des travailleurs repose très souvent sur les pouvoirs publics et, souvent, pas à 100 %, parfois avec quelques aides d'Etat.

Et si je parle pour la Belgique, c'est très très très très compliqué. Donc ça réclame de très très gros moyens. Et je ne sais pas si le privé va s'engager dans une aventure aussi difficile, sachant que, pour l'instant, je ne vais pas me prononcer pour tous les pays, mais sachant que toutes ces expérimentations ont besoin des pouvoirs publics pour vivre et ne sont pas encore pour l'instant à l'équilibre économique. Il y a le but d'arriver à un équilibre économique mais, pour l'instant, ce n'est pas le cas. Donc il faut bien que quelqu'un fasse ces compléments. Donc oui, on pourrait avoir un financement privé, mais je pense qu'il faut vraiment, maintenant...

Je dirais qu'il y a deux choses, et ces deux choses se renforcent mutuellement. D'abord, il faut continuer à convaincre du modèle, bien expliquer ce qu'est le modèle. Depuis la publication du rapport au Comité des régions, j'ai eu la chance de faire, il n'y a pas longtemps, un débat organisé par la Suède avec des acteurs pour justement présenter ces programmes. Et puis la deuxième chose, c'est se battre pour le financement, parce qu'il faut un financement public. Et le financement public, on en aura d'autant plus qu'il y aura des expérimentations qui seront mises en place sur les territoires. Ces expérimentations, ça change la vie des gens et ça change la vie des collectivités aussi, des collectivités locales et donc ça peut en faire un cercle vertueux ou, au plus d'expérimentations, au plus de financement ou au plus de chances de financement au niveau européen.

Sophie Massieu

Merci aussi. Olivier De Schutter, je crois que vous souhaitiez compléter cette approche du cofinancement public-privé.

Olivier De Schutter

Oui, merci. Je crois que la question est effectivement pertinente parce que le problème de financement public insuffisant est un vrai problème et on a des exemples de programmes de garantie d'emploi qui sont en fait des partenariats public-privé, où des employeurs, conscients que les compétences que les personnes mises au travail vont acquérir, vont pouvoir leur servir, financent la mise au travail de ces

chômeurs et chômeuses de longue durée, dans l'espoir qu'ensuite ces personnes pourront être recrutées dans l'entreprise car ayant acquis des compétences.

Et puis, il y a des infrastructures qui peuvent être extrêmement utiles pour ces entreprises, que ces personnes mises au travail grâce à des financements ou des cofinancements de l'Etat peuvent contribuer à fournir. C'est difficile de répondre de manière très générale. Chaque situation territoriale étant spécifique, mais on a des exemples qui sont très prometteurs de ces partenariats.

Sophie Massieu

Merci, merci beaucoup. Merci beaucoup à tous les quatre pour cet échange. On reste en ligne, parce qu'on vous l'a promis, on fait un petit teasing depuis le début sans faire exprès, mais voilà, une vidéo a été enregistrée par Nicolas Schmit pour évoquer le point de vue de la commission sur ce sujet-là. En tout cas, merci pour vos interventions et après cette vidéo, on aura un petit mot conclusif de Laurent Grandguillaume. Mais d'abord, place à Nicolas Schmit.



Message vidéo de Nicolas Schmit, Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux

Mesdames et messieurs, le chômage de longue durée a considérablement diminué dans l'Union européenne au cours de la dernière décennie. Pourtant, en 2022, pas moins de 5,1 millions de personnes étaient sans emploi depuis plus d'un an. Ce chiffre montre bien qu'un trop grand nombre de personnes ne bénéficie pas encore de la reprise en cours et restent sans emploi.

La situation varie considérablement d'un État membre à l'autre. Par exemple, le chômage de longue durée est de 7,7 % en Grèce et de 0,5 % au Danemark. Le chômage de longue durée a des conséquences sociales désastreuses pour les personnes concernées et une incidence négative sur la croissance et les finances publiques. C'est l'un des principaux facteurs de pauvreté et d'inégalités dans nos sociétés.

Nous attaquer à ce problème est au premier rang de nos priorités politiques.

L'année prochaine, encouragée par des membres du Parlement européen et convaincue par les bons résultats obtenus, la Commission dédiera 23 millions d'euros dans le cadre de l'initiative Innovation Sociale Plus du Fonds social européen. Il s'agit de soutenir le transfert et l'évaluation des projets zéro chômage de longue durée dans l'ensemble de l'Union européenne.

Nous voulons ainsi faciliter la reproduction et le développement de solutions socialement innovantes. Par ailleurs, la Commission prévoit également de soutenir les États-membres, en mettant en place un

processus structuré d'apprentissage mutuel, en lançant une étude visant à recenser toutes les initiatives existantes dans ce domaine et à évaluer leur impact, leurs forces et leurs faiblesses. L'initiative offre des possibilités d'apprentissage mutuel, de renforcement des capacités et de mise en réseau aux autorités de gestion du FSE et autres acteurs de l'innovation sociale.

Les initiatives zéro chômage de longue durée peuvent constituer une étape importante pour les groupes vulnérables dans leur retour sur le marché du travail. L'entrée dans les dispositifs de ce type constitue une étape décisive pour offrir aux chômeurs les plus vulnérables les moyens de reprendre un travail, de poursuivre une carrière et ainsi contribuer à leur inclusion sociale.

Ces initiatives s'appuient sur des partenariats locaux dont nous connaissons l'importance pour créer les conditions propices au développement de marché du travail, équitables et efficaces. Et le lien avec l'économie sociale est évident. La proposition de recommandation du Conseil relative au développement des conditions cadres de l'économie sociale aidera les initiatives de type zéro chômage de longue durée à bénéficier d'une plus grande visibilité et d'un meilleur soutien.

Pour conclure, permettez-moi de féliciter une nouvelle fois l'association Territoires zéro chômeurs de longue durée pour avoir été précurseur dans cette expérience qui a modifié la vie de tant d'Européens. Les projets mis en place en Belgique, en Autriche, aux Pays-Bas et bien sûr en France, inspirés de votre modèle, témoignent de votre succès. Il est temps de continuer à partager les bonnes pratiques entre États-membres en s'inspirant les uns des autres afin de permettre à ces initiatives d'avenir de prospérer.

Sophie Massieu

Avant de céder la parole pour la conclusion à Laurent Grandguillaume, un petit mot pour vous dire que le livret de la présentation du projet Territoires zéro chômeur de longue durée en anglais a été mis en ligne sur le site de Territoires zéro chômeur de longue durée, donc ça peut être tout à fait utile. Et puis je voulais aussi remercier les interprètes qui ont assuré la traduction en simultané et puis toutes les équipes techniques qui ont permis de faire en sorte que ça fonctionne, tout ça, de partout, de partout en Europe. Laurent Grandguillaume, je vous cède la parole et c'est vous qui aurez le mot de la fin.

LAURENT GRANDGUILLAUME

Président de Territoires zéro chômeur de longue durée

Laurent Grandguillaume

Eh bien, merci Sophie. Merci vraiment à tous pour vos témoignages, pour votre participation. Ça vous a pris du temps mais, en même temps, ce temps partagé, je crois, nous fait tous progresser dans le bon sens. On apprend toujours des autres.

Bon, d'abord, on est très heureux des annonces, bien sûr, du commissaire européen Nicolas Schmit, puisqu'il y a eu beaucoup de progrès grâce à la fois à l'action des députés, bien sûr, que ce soit bien sûr Aurore Lalucq, Mme Jongerius, et puis tous ceux et toutes celles qui ont participé à ce combat au Parlement européen. Yonnec Polet l'a dit, son rapport, qui a été voté à l'unanimité, car nous, Territoires zéro chômeur, on n'aime pas quand ce n'est pas voté à l'unanimité, donc on est content qu'il y ait encore un rapport qui soit voté à l'unanimité au comité européen des régions, et qui a créé cette dynamique aussi, et je le remercie particulièrement de m'avoir invité au sommet social européen à Porto parce que, à cette occasion, j'ai pu échanger aussi avec Nicolas Schmit et ça a été vraiment un bel échange. Il a cette volonté de nous aider à avancer, ici, en France comme dans d'autres pays, en fonction des expériences.

On l'a dit, Philine l'a dit aussi, finalement, il y a des expériences différentes qui s'inspirent de cultures différentes, mais toutes ces actions se rejoignent, pour la dignité humaine, c'est très important, quels que soient les pays et les territoires. Et on a besoin de continuer à converger dans nos différences avec les partenaires sociaux, ça a été dit aussi par Tea Jarc, qui représente tous ces acteurs de la démocratie sociale en Europe, et on a besoin d'eux, vraiment, on a besoin d'eux, et je lance un appel, car nous discutons en France avec tous les partenaires sociaux, mais on a besoin d'eux dans tous les pays pour que, justement, ce projet garde l'humain au cœur des choix et qu'on ne s'en éloigne jamais. Et je crois que les partenaires sociaux, justement, sont toujours très vigilants à cela pour que les emplois créés soient dignes, que le salaire soit bien rétribué et qu'il corresponde justement à un travail digne, et qu'on puisse vivre dignement de son travail.

Il y a autour de cette table des chercheurs qui ont témoigné, bien sûr, avec Lukas, avec Andrea, et les chercheurs, ils sont indispensables pour faire progresser le projet. Philine l'a dit aussi avec les différents think tanks qui réfléchissent à ces questions. Je crois que, là aussi, on a des choses à apprendre de tous ces acteurs, de tous ces chercheurs, de tous ces intellectuels, finalement, qui observent ce qui se passe et qui, par leurs observations, nourrissent l'action.

Je voudrais dire un mot aussi, remercier l'équipe qui a organisé, avec Antonin, avec Sophie, Jeanne, cela a été dit, je ne vais pas citer tout le monde, mais toute l'équipe de Territoires zéro chômeur s'est mobilisée pour cette réussite technique aussi, cette prouesse technique, parce que c'est la première fois qu'on organise ce type d'événement de cette façon, et c'est, je crois, réussi.

Et puis je voudrais dire à M. De Schutter qu'il a fait un rapport très important, qui marquera au moins la décennie qui vient dans ce domaine parce qu'il pose un constat mais aussi des solutions, et il a partagé son rapport et je pense qu'il faut le faire connaître dans notre pays auprès des administrations notamment, qui doivent s'inspirer de cette question de la dignité humaine et pas de la stigmatisation des personnes. Et moi, je pense que pour garantir la liberté aux femmes et aux hommes, il nous appartient de commencer par leur assurer des conditions d'existence, et les conditions d'existence, c'est : un emploi, un logement, un savoir, et j'ajouterais un arbre, pour vivre, l'écologie.

Eh bien, moi, je fais un rêve, parce que je suis un peu utopiste, vous savez, comme, je pense, vous tous, quelque part, on a tous un imaginaire à continuer à faire vivre, et je fais le rêve qu'un jour il puisse y avoir vraiment une internationale, des fondations d'une internationale, des personnes qui agissent dans ce domaine, vous voyez. C'est-à-dire que les gens qui sont progressistes, qui pensent à l'humain, quels que soient les pays dans le monde, quelles que soient les conditions justement, d'Etat-providence ou pas d'Etat-providence, concernant le Nord ou dans le Sud, de l'Est à l'Ouest, que ces personnes échangent, maintenant avec le digital, en plus, on peut échanger facilement, mais qu'on échange, qu'on croise nos savoirs, que l'on essaie justement d'apprendre les uns des autres pour remettre du positif, remettre de l'espérance dans le combat que nous portons, et effacer les frontières à certains moments. Ca ne peut que faire du bien pour les grandes idées, quelles qu'elles soient, quel que soit leur nom. Il y a différents noms pour tout ça mais, l'important, c'est vraiment ce que nous faisons ensemble et on vous remercie grandement, tous les acteurs de Territoires zéro chômeur pour votre disponibilité, votre participation, et j'espère que cela va continuer en Europe, bien sûr, mais aussi au-delà, de continuer ces échanges et de pouvoir s'inspirer des exemples qui existent aussi dans le Sud, comme l'a dit M. De Schutter, qui peuvent nous inspirer nous aussi.

Soyons porteurs, on va dire de la générosité, mais pas de l'orgueil, et donc soyons justement ouverts à toutes les expériences pour progresser.

En tout cas, merci, un grand merci pour votre présence aujourd'hui et un grand merci pour vos témoignages et votre écoute.

Sophie Massieu

Eh bien merci à tous. Ce webinaire se termine. Merci à tous de l'avoir suivi. Merci à tous d'y avoir participé et bonne suite de combats communs.

Aurore Lalucq

Et merci pour l'animation qui a été exceptionnelle. Merci beaucoup pour l'invitation et l'animation.

Sophie Massieu

Merci.

Laurent Grandguillaume

Merci. Et Merci Antonin, chef d'orchestre.

02 85 52 45 59
contact@tzcld.fr
www.tzcld.fr



**TERRITOIRES
ZÉRO CHÔMEUR
DE LONGUE
DURÉE**